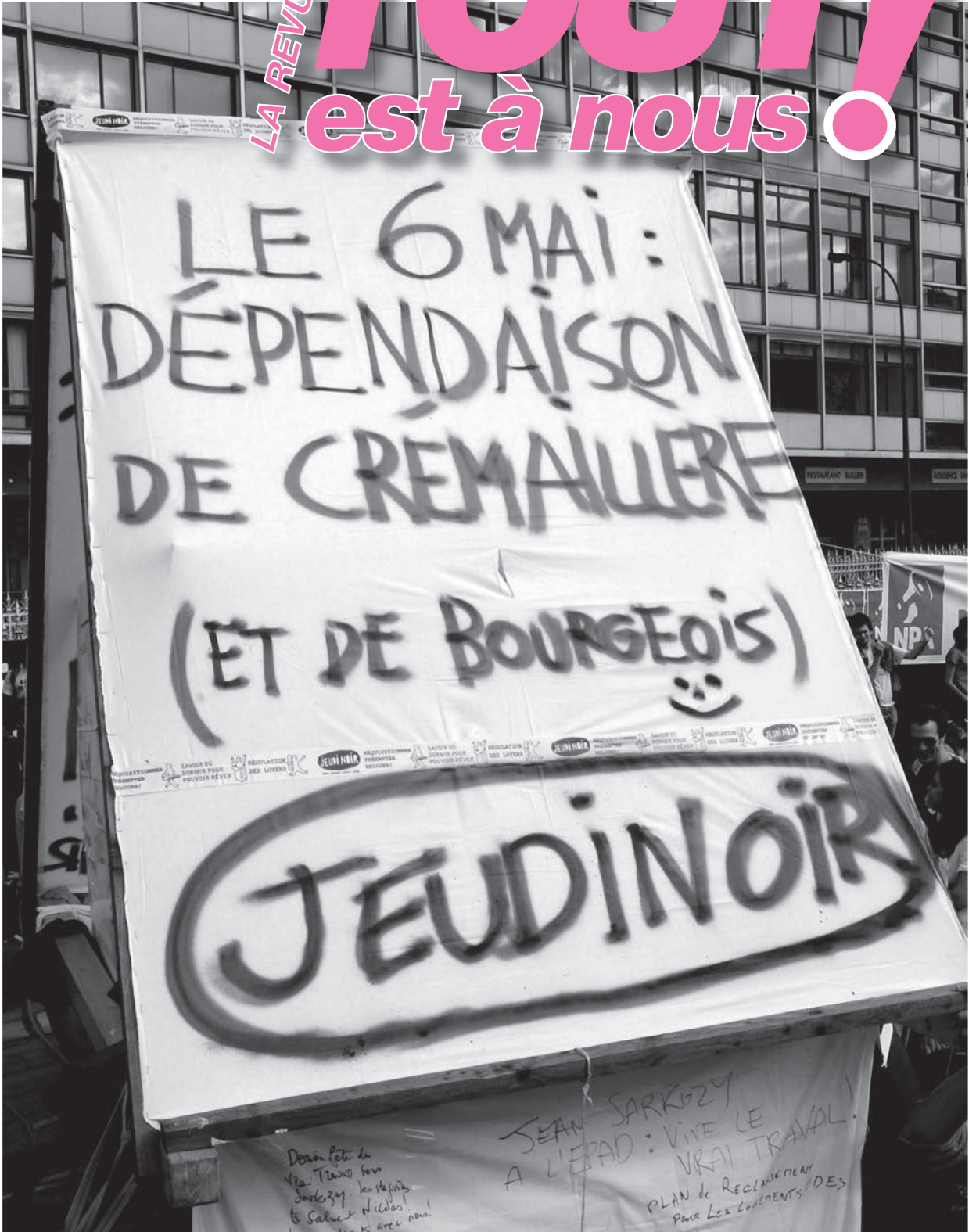


MAI 2012

N°32
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE **TOUTI!**
est à nous ○



DOSSIER **PRÉSIDENTIELLE:**
SARKOZY
ÇA C'EST FAIT

SOMMAIRE

Jihane Halsanbe Éditorial **Nous avons mis une gauche à la droite, il faut maintenant mettre KO l'austérité!**

P3

ACTU

Pedro Cine, Ned Cobb Soixante-quatre jours de grève **à La Poste 92**

P5

Henri Wilno La pauvreté **en progression en France**

P8

Vincent Gay La décroissance, poil à gratter **de l'écologie radicale?**

P10

Loïc Baron Lutte des classes en Inde **une grève historique**

P12

Babak Kia Iran et nucléaire **les véritables enjeux**

P14

Adel Abderrezak Ben Bella **Autogestion ouvrière et panarabisme musulman**

P16

DOSSIER

Pascal Morsu Le « changement » **selon François Hollande**

P18

Jean-Philippe Divès Après la défaite, **l'UMP divisée et sous pression**

P20

Yvan Lemaitre Front national **Une progression annoncée, un danger à combattre**

P22

François Sabado **Front de gauche : et maintenant?**

P24

Claude Kaiser EELV, **ou la vanité de l'écologie institutionnelle**

P26

Jean-François Cabral Lutte ouvrière: **une campagne ordinaire?**

P27

REPÈRES

Huguette Chevireau Comment faire converger les luttes contre les licenciements, **Au printemps 2001, une tentative d'envergure à l'initiative des «P'tits LU»**

P29

NOTES DE LECTURE/CULTURE

Henri Clément « Elections, piège à cons? » **Que reste-t-il de la démocratie?**

P33

Franck Gaudichaud Triple AAA. Audit. Annulation. **Autre politique**

P34

Henri Clément Le temps **de la prophétie**

P34

Mon beau navire, **ô ma mémoire**

P35

Mezquite **Road**

P35

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org

© DR

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

LA REVUE **TOUT** est à nous!

Nous avons mis une gauche à la droite, il faut maintenant mettre KO l'austérité!

PAR JIHANE HALSANBE

François Hollande est élu président. C'est presque sans surprise tant Nicolas Sarkozy était parvenu à cristalliser un rejet de sa politique et de sa personne. Exit donc le bien nommé « président des riches » ! L'envie de « sortir le sortant » a été forte tant la facture de ce mandat a été salée pour les classes populaires. Mais si Hollande a gagné, ce n'est pas grâce à l'enthousiasme que ses propositions ont suscité, c'est d'abord et avant tout parce que c'était le ticket qui permettait de dégager le clan du Fouquet's. D'ailleurs n'a-t-il pas d'emblée promis, en place et lieu de justice sociale, de « donner du sens à la rigueur » ? En arrière-plan de cette élection, perdurent la crise économique et les pressions des marchés financiers.

UNE CAMPAGNE SUR UN AIR DE COCORICO...

Le paradoxe de la campagne c'est que la gauche l'emporte, mais sur fond de droitisation du champ politique. Aucun thème ne se serait imposé dans cette campagne ? Mais il en est un qui n'a eu de cesse de s'inviter dans tous les débats : la nation. Trop d'immigrés, pas assez de frontières, de protectionnisme, de respect des valeurs de la République, de la France... Tout un chacun

– à l'exception de l'extrême gauche – y aura été de son petit couplet patriotard. Cela profite évidemment à Marine Le Pen qui avec 17,90 % des voix au premier tour réussit son opération de dédramatisation et qui pourrait redistribuer les cartes à droite. La dénonciation du « système UMPS » trouve un écho, sur fond de peurs xénophobes, tant la situation des classes populaires s'est dégradée en vingt ans d'alternance. Les déclarations de Gérard Longuet à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, jugeant que Le Pen « n'est pas disqualifiée » comme interlocutrice sur des « sujets difficiles » annonce des recompositions à venir. Mais pire, le terreau sur lequel prospère l'extrême droite progresse. On a noté les sorties nauséabondes du clan Sarkozy pour courir derrière les voix du Front national, tout au long de la campagne. Le débat de deuxième tour a été une nouvelle occasion de voir Sarkozy éructer contre l'immigration et les « pressions communautaristes », mais aussi de voir Hollande se défendre d'être laxiste sur ces sujets... Lui aussi contrôlera l'immigration, utilisera les centres de rétention contre les sans-

papiers, est favorable à la loi d'interdiction de port de la burqa, promet qu'aucun petit Français ne mangera de la viande halal dans sa cantine scolaire... Autant de points marqués par Marine Le Pen, en agitant peurs et fantasmes. Dans un contexte de crise, sur fond de déception et d'aggravation des conditions de vie et de travail, elle espère non seulement continuer à imposer ses thèmes de débat, mais aussi réussir à usurper la place de meilleure opposante au gouvernement Hollande, et profiter ainsi de la prochaine alternance.

FRONT DE GAUCHE, LE VENT EN POUPE

Promettant la rigueur, incapable sur des questions de société d'imposer ne serait-ce qu'un vernis de gauche, Hollande a certes bénéficié du vote utile, mais il a aussi laissé une place de choix pour une gauche réformatrice radicale. Cela explique en partie l'engouement dont le Front de gauche a bénéficié. Alors que le PCF, satellisé par le PS depuis des décennies, avait perdu son espace électoral, la campagne du Front de gauche le remet en selle et lance réellement le PG. D'autant que les préoccupations d'une majorité de la population

– salaires, emploi, services publics – ont été portées avec un certain dynamisme par Jean-Luc Mélenchon. Si la campagne du Front de gauche n'a pas dérogé à l'ambiance cocardière, aux réponses protectionnistes, à la défense de la Nation et de la République, elle a néanmoins réussi à susciter un enthousiasme, à redonner goût à la politique à tout un milieu militant et au-delà, sur des bases antilibérales, en dénonçant la finance et son pouvoir.

LE BRAS DE FER QUI S'ANNONCE...

Maintenant que nous nous sommes débarrassés de Sarkozy, il va falloir affronter l'austérité de gauche et être en capacité de marquer des points, de remporter des victoires, et de couper l'herbe sous les pieds du Front national qui escompte bien progresser sur la base de la désespérance sociale. C'est une tâche d'ampleur. La campagne terminée, les plans de licenciement que Nicolas Sarkozy avait fait geler pour ne pas déstabiliser sa campagne avec d'autres Lejaby et Arcelor, vont reprendre. Dans la fonction publique, des coupes budgétaires sont à l'ordre



© Photothèque Mouvement Social/ Pierre Ducrocq

du jour. Hollande n'a cessé de marteler que la dette devait être honorée et son programme ne comporte aucune mesure même timide remettant en cause la liberté de nuire des marchés financiers et des banques. Et tant pis si ce sont les travailleurs qui doivent y aller de leur poche pour rembourser des dépenses, notamment fiscales, en faveur des plus riches, et engraisser au passage les banquiers. Il a promis la redistribution des fruits de la croissance, mais cela n'engage à rien quand elle n'est pas au rendez-vous et que les politiques d'austérité éloigneront d'autant la reprise de la consommation. Bref, si le style changera sans doute avec la nouvelle présidence, la facture que les dirigeants économiques et politiques veulent nous présenter n'en sera pas moins inacceptable. Il n'y a qu'à voir, pour s'en convaincre, la violence sociale à l'œuvre en Grèce, en Italie, ou encore en Espagne.

...ET QUE NOUS NE POURRONS GAGNER QUE PAR L'ACTION TOUS ENSEMBLE!

La campagne a aussi été l'occasion pour des millions de personnes d'exprimer la volonté de résister au rouleau compresseur déployé partout en Europe contre la majorité de la population, principalement au travers de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, mais aussi dans une moindre mesure autour de celle de Philippe Poutou, voire de Nathalie Arthaud. Des divergences et des nuances existent. Chacun a pu défendre son programme. Le NPA, contrairement au Front de gauche, a mis en avant la socialisation de l'ensemble du système financier et la nécessité de mesures contre la propriété privée des moyens de production afin d'assurer une réelle redistribution des richesses ainsi que le développement de vrais services publics. Le NPA a affirmé la nécessité de l'interdiction des licenciements et l'urgence de la sortie du nucléaire. Enfin,

le NPA a souligné que pour ne pas faire les frais de la crise, il faudrait collectivement prendre ses affaires en main sans faux espoirs dans un homme providentiel. Hollande a été on ne peut plus clair sur la politique qu'il compte imposer aux classes populaires. Les élections passées, que proposera le Front de gauche? Se contentera-t-il d'attendre en espérant conquérir « tout le pouvoir dans dix ans » ou acceptera-t-il de mettre son crédit au service d'un bras de fer contre un gouvernement de gauche qui promet la rigueur? Nous pensons que nous devons trouver les moyens de riposter ensemble à l'austérité en entraînant ceux qui sont disponibles, et en cherchant à vaincre les hésitations de ceux qui peinent à croire dans l'action collective. Pour imposer les 1700 euros de revenu minimum, la régularisation des sans-papiers, la titularisation des 800 000 précaires de la fonction publique, la défense des services publics... Nous avons défendu ces quelques

mesures, les uns et les autres, lors des élections. Il faudra construire un autre rapport de forces pour que ces mesures voient le jour. Sur la revalorisation du Smic, les plans de licenciement, les effectifs de l'Éducation nationale, les échéances seront rapides. Il en est de même pour le traité européen. Le Front de gauche y est-il prêt? La sympathie recueillie par Philippe Poutou, même si notre score est modeste (1,15%), est le fruit des efforts collectifs de ceux qui ont cru en sa campagne. Cet élan militant, nous devons le retrouver dans la campagne des législatives. D'une part, pour construire et renforcer un parti anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de la société. Mais d'autre part, pour se mettre au service de la préparation d'une contre-offensive unitaire aux sales coups à venir. Dans l'actuel contexte de crise, c'est là que se situent les enjeux cruciaux de la période pour chercher à inverser le rapport de forces. □



© Photothèque Rouge / Milo-Meeting unitaire devant le tribunal de Nanterre lors du procès de 16 Postiers du 92, le 20 juin 2011.

SOIXANTE-QUATRE JOURS DE GRÈVE à La Poste 92

PAR PEDRO CINE, NED COBB

La récente vague de suicides à La Poste a poussé le PDG Jean-Paul Bailly à annoncer dans la presse un « grand dialogue » concernant les restructurations. Même si elles ont été beaucoup moins médiatisées, une série de grèves localisées contre ces restructurations (Sarthe, Alpes-Maritimes, Loire, Martinique...) ont également constitué un élément de pression sur la direction de l'entreprise. L'une de ces grèves avait débuté dès la mi-janvier, bien avant le début de la polémique sur la souffrance au travail à La Poste.

Le 16 janvier, la direction de La Poste met en place une restructuration de la distribution du courrier à Nanterre : 4 tournées de facteurs (qui équivalent à six emplois) sur 52 sont supprimées. Tout le monde anticipe un conflit, mais personne ne s'attendait à une épreuve de force de 64 jours.

Contre toute attente, partent en grève ce 16 janvier non seulement 90% des facteurs mais aussi – fait exceptionnel – une écrasante majorité des agents du Cedex (distribution aux entreprises), qui ne sont pas touchés par la réorganisation. Ils resteront en grève deux semaines. Dès le deuxième jour du mouvement, les grévistes sont prêts à reprendre le travail si une des quatre suppressions de tournées est annulée, ou

bien si la direction accepte l'intervention d'un cabinet d'expertise concernant la réorganisation. Les grévistes étaient donc prêts au compromis, mais la direction de son côté envoie des cohortes d'huissiers et de vigiles pour leur faire face.

Nanterre était quasiment le seul bureau des Hauts-de-Seine (92) à passer en réorganisation début 2012. Leur bagarre était donc initialement isolée : il existait au début du conflit peu de possibilités d'extension de la grève sur d'autres bureaux. Mais les Nanterriens disposent d'un avantage stratégique : leur lieu de travail se situe dans le même bâtiment que les locaux de la direction départementale. Face à l'enlisement du conflit, au bout de deux semaines, les grévistes décident donc d'occuper la direc-

tion départementale de La Poste. La victoire semble à portée de main, mais treize fourgons de CRS les expulsent et le juge qui ordonne l'expulsion leur interdit l'accès à leur lieu de travail pour un mois.

Dans cette situation, étendre la grève devient la seule solution. L'extension n'était pas un gadget, mais une politique qui découlait de la situation des postiers.

FACE À LA FRAGMENTATION DU SALARIAT : REGROUPER LES FORCES

Les centres de distribution du courrier sont en effet des concentrations relativement faibles de salariés : concernant les bureaux touchés par la grève, on a af-

faire à des concentrations comprises entre 40 et 120 salariés... sachant qu'une difficulté supplémentaire existe : la direction mène ses « réorganisations » (plans de suppression d'emplois) non pas seulement centre par centre mais aussi service par service au sein d'un même centre. Concernant les centres en grève, c'était les facteurs vélos qui étaient visés, avec des effectifs compris entre 20 et 60. Les salaires des facteurs sont particulièrement faibles (moins de 1 100 euros en début de carrière). La répression est assez forte : les procédures de licenciement deviennent courantes, et de plus en plus de postiers syndicalistes sont traînés devant les tribunaux. En somme, les conditions de travail à La Poste sont assez comparables à ce que connaissent bon nombre de salariés du privé.

Les facteurs de Nanterre sont allés voir leurs collègues des bureaux qui devaient subir des réorganisations dans le courant du premier semestre. Plutôt que d'attendre de se faire restructurer chacun son tour, les Nanterriens proposent à leurs collègues d'anticiper et d'additionner les forces. Anticiper : ne pas attendre le moment où la direction a déjà mis en place les suppressions de postes pour réagir. Et additionner les forces : il ne s'agissait pas simplement de faire grève au même moment, mais de faire grève ensemble, en faisant des AG communes chaque jour pour décider de manière commune de la conduite du mouvement.

Malakoff/Vanves, Montrouge et Fontenay rejoignent la grève... L'ensemble des centres touchés par cette grève (à l'exception de Fontenay) ne s'était pas mobilisé depuis plus de dix ans. Cette grève est une preuve que ce qu'on nomme parfois le « nouveau prolétariat », relativement moins concentré, plus fragmenté, moins industriel que par le passé, peut parfaitement se mobiliser et gagner. Il est à noter que les femmes, minoritaires numériquement parmi les grévistes, étaient majoritaires dans l'animation du conflit.

LE « NOUVEAU PROLÉTARIAT » PEUT SE MOBILISER ET GAGNER

Au final, la direction s'est vue obligée de concéder pour Nanterre l'intervention d'un cabinet d'expertise dont les conclusions seront contraignantes y compris en termes d'emploi, ce qui crée un précédent à La Poste. Ce cabinet désigné par les repré-

sentants du personnel va donc mener une enquête sur les conditions de travail, et s'il préconise d'annuler les suppressions d'emplois, La Poste devra obtempérer... C'est un vrai point d'appui pour les grévistes, même si le résultat n'est pas encore acquis.

Pour les autres bureaux touchés par le conflit (Malakoff/Vanves, Montrouge, Fontenay) un report des réorganisations d'au moins six mois a été obtenu. De plus, plusieurs collègues ont obtenu un CDI (dont un qui enchaînait les CDD depuis huit ans...) et les conditions de travail des facteurs remplaçants ont été améliorées. Les chiffres de neutralisation (caisse de grève comprise) sont assez élevés : 50 à 60% des jours de grève ont été payés. Au vu des obstacles, c'est un bon résultat.

La grève du 92 a pu faire céder La Poste en mettant tout d'abord en œuvre une *stratégie d'extension de la grève* qui a permis de regrouper plusieurs centres. Fédérer plusieurs centres devient indispensable pour donner suffisamment de courage aux salariés de petites concentrations de se mettre en bagarre. Et de toutes façons, si on ne regroupe pas suffisamment de grévistes, il est tout simplement impossible de faire céder un patronat qui frappe plus fort qu'auparavant. La réponse face à la division du prolétariat, c'est donc de commencer par *regrouper les forces*, de surmonter les barrières entre sites, entre métiers, donneurs d'ordre et sous-traitants, etc.

UNE MOBILISATION QUI DÉBORDE LE CADRE DE L'ENTREPRISE

Pour obtenir ce résultat, la stratégie du regroupement des forces des différents bureaux s'est combinée avec une volonté de mener des actions en dehors des centres : les actions coup de poing et le soutien de la part d'un certain nombre d'élus et de comités de soutien ont joué un rôle décisif. Pour avoir un impact, les travailleurs doivent mener *des bagarres qui débordent du cadre de l'entreprise* : c'est ce qui permet de gagner un large soutien extérieur en posant les questions politiques qui concernent toute la population. Un peu à l'image de la lutte de Ford à Blanquefort par exemple, dont les manifs et actions menées en dehors de la boîte avaient à la fois donné du courage aux salariés et permis de poser la question de la sauvegarde de l'emploi à l'échelle de toute la région. Mobilisations hors lieu de travail et à l'intérieur se nourrissent... Encore faut-il se donner les moyens de mener la bagarre à

l'intérieur !

La polémique concernant les suicides et la souffrance au travail à La Poste a évidemment favorisé les grévistes. Ce n'est pas un hasard si le 92 est un des endroits où les réorganisations ont été repoussées de plusieurs mois : les 64 jours de grève sont passés par là. Comme quoi, il ne suffit pas d'un contexte extérieur favorable pour gagner : au moment du référendum contre la privatisation de La Poste, fin 2009, la mobilisation avait été particulièrement forte, mais celle des postiers avait manqué.

RECONSTRUIRE UN MOUVEMENT OUVRIER « LUTTE DE CLASSES »

La crise signifie plus de souffrances, plus de pression sur les travailleurs mais elle provoque aussi plus de colère. Cependant, pour que cette colère s'exprime contre les vrais ennemis, et de manière organisée et victorieuse, il faut mettre la barre plus haut qu'auparavant, construire des outils



adaptés aux nouvelles conditions de lutte. Concrètement, cela signifie que gagner une grève est plus difficile qu'il y a dix ou vingt ans, la routine revendicative qui pouvait fonctionner alors ne suffit plus. À La Poste, quelques jours de grève dans un seul centre pouvaient suffire à obliger la direction à négocier et à céder du terrain, ce n'est absolument plus le cas aujourd'hui.

Dans la plupart des secteurs, les salaires sont faibles et les conflits ont tendance à devenir longs et durs. Quand un conflit commence à se prolonger, il devient difficile de tenir sans que les grévistes affrontent collectivement la question financière. Pour gagner dans les conflits à venir, nous aurons de moins en moins le choix : il faut organiser des caisses de grève. Certains grévistes du 92 ont eu des paies à 0 euro pendant le conflit : dans ces conditions, la grève n'aurait pas tenu sans les quelques 40 000 euros récoltés par la caisse de grève. Dans nos organisations, il faut mettre en

place des caisses de grève avant les conflits pour être prêts le moment venu.

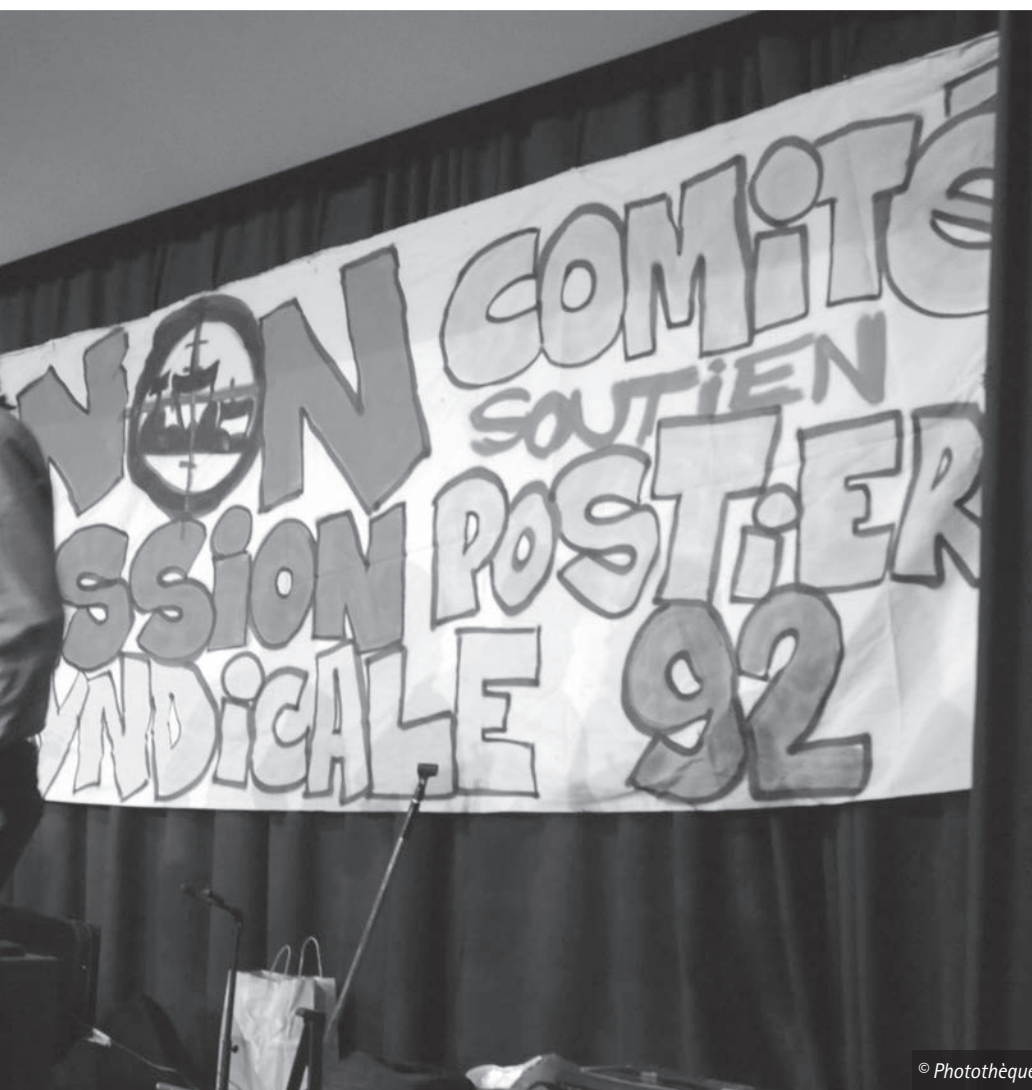
Trop souvent, les organisations syndicales limitent leur horizon à un métier ou à un secteur. Nous devons remettre à l'honneur le syndicalisme « d'industrie », c'est-à-dire un syndicalisme qui regroupe tous les salariés d'une branche d'activité, indépendamment de leur métier. Qu'on soit facteur, guichetier, pilote machine... Ou dans une école, qu'on soit prof, surveillant ou personnel ouvrier ou de nettoyage. C'est en ayant l'habitude de discuter de ce qu'il y a de commun entre plusieurs catégories professionnelles qu'on apprend à considérer les choses sous un angle de classe.

Nous avons besoin de développer la présence des militants politiques dans les entreprises. Pour rappel, l'entreprise est le seul cadre où il est strictement interdit de faire de la politique. On a le droit de distribuer un tract politique ou de vendre le journal de son organisation politique dans

la rue, à l'université, et même en salle des profs... mais pas à l'atelier ou au bureau. Ce n'est pas un hasard. Se battre pour le droit à faire de la politique en entreprise est une question démocratique essentielle. Et surtout, la présence de militants anticapitalistes et révolutionnaires, qui cherchent à remettre en cause le pouvoir du patronat dans le « cœur de la bête » est dangereuse pour la classe dirigeante : l'unité d'action, l'auto-organisation dans les luttes, la capacité à lier les différents combats sont des questions décisives dans les grèves (et entre les conflits aussi). Gagner sur ces points n'est pas automatique, ce sont des combats politiques, nos adversaires (patrons et bureaucrates) sont bien organisés, à nous de l'être aussi.

Au moment où le rouleau compresseur des réorganisations brise des vies, il y en a assez du « tourne-manèges » des grèves, chacun dans son coin, les uns après les autres. Les directions syndicales n'ont évidemment pas toutes la même orientation (de la contestation des réorganisations à la politique ouverte d'accompagnement), mais au niveau national aucune fédération ne prend d'initiative pour regrouper les luttes relativement nombreuses qui ont lieu à La Poste.

La grève du 92 a débouché sur un appel des grévistes à une réunion nationale en juin des postiers ayant participé à des conflits ces dernières années, pour discuter de la perspective d'un « tous ensemble » contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires. C'est ce type de réseaux militants, qui regroupent des salariés syndiqués dans différentes organisations ou non syndiqués, qui permettront de préparer méthodiquement les bagarres afin que quand les conditions sont réunies, elles ne se mènent pas de manière isolée. □



© Photothèque Rouge / Milo



La pauvreté

Les dernières années ont vu une progression de la pauvreté en France, qui touche maintenant nombre de personnes et de ménages disposant d'un emploi. Les jeunes, les femmes et les chômeurs sont particulièrement concernés. La cherté du logement est notamment en cause.

Plusieurs types d'indicateurs sont utilisés pour mesurer la pauvreté. Les États-Unis définissent un seuil correspondant au revenu permettant d'accéder à un ensemble de biens et services fondamentaux. La France et les autres pays de l'Union européenne utilisent un seuil correspondant à la distribution des revenus. Est considéré comme pauvre un ménage (comprenant éventuellement une seule personne) dont le revenu par personne (tout type de revenu compris) est inférieur à un certain pourcentage du revenu médian, c'est-à-dire le revenu qui partage la population en deux, 50% de la population se trouvant au-dessous (et au-dessus). Généralement, les pays de l'Union européenne situent le seuil de pauvreté à 60% du revenu médian, mais les données sont également disponibles pour d'autres seuils. On peut également mesurer la pauvreté par la difficulté à se soigner, à accéder à un logement correct, etc.¹

Cet article est construit à partir des indicateurs officiels, ce qui ne signifie pas qu'on en reconnaît la pertinence pour cerner l'ensemble des situations de pauvreté.

HUIT MILLIONS DE PAUVRES

En France, le seuil de pauvreté monétaire à 60% du niveau de vie médian de la

population s'établit ainsi à 954 euros mensuels en 2009 pour une personne seule. 13,5% de la population vit en dessous de ce seuil, soit 8,2 millions de personnes. Il faut noter que près de 2 millions de personnes (3,3% de la population) sont en situation de grande pauvreté et vivent avec moins de 640 euros par mois pour une personne seule (soit 40% du revenu médian). La pauvreté affecte plus particulièrement certaines catégories de la population :

- Tout d'abord les familles monoparentales. Près d'un tiers des personnes vivant au sein d'une famille monoparentale sont pauvres.
- Les taux de pauvreté sont supérieurs à la moyenne nationale chez les plus jeunes et chez les femmes de plus de 75 ans. Près de 25%, soit plus d'un million de jeunes de 18 à 24 ans, sont pauvres. Plus de 650 000 personnes de 75 ans et plus (soit 12,4% de cette classe d'âge) sont en situation de pauvreté, majoritairement des femmes (70%).
- En 2008, le taux de pauvreté des chômeurs était près de trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population, contre 2,4 fois en 1996. En cause, le niveau insuffisant de l'indemnisation mais aussi le fait que le taux de demandeurs d'emploi non indemnisés (ni par l'assurance-chômage ni par l'ASS) reste à un niveau proche de 40%.

Les statistiques de la pauvreté reflètent la précarisation des jeunes. La crise économique a joué un rôle amplificateur de ce phénomène, les jeunes étant les premiers touchés par la hausse du chômage. La pauvreté des jeunes des quartiers populaires est appréciée à travers les données concernant les « zones urbaines sensibles ». Le taux de pauvreté de ces jeunes s'élève à un peu plus de 40%, soit un niveau très supérieur à la moyenne nationale. Les difficultés d'accès à l'emploi sont la principale source de pauvreté dans ces quartiers.

LA PAUVRETÉ EN CONDITIONS DE VIE

L'Insee calcule également la pauvreté en conditions de vie, mesurée par un indicateur qui synthétise les réponses à des questions relatives à quatre grands domaines (contraintes budgétaires, retards de paiement, restrictions de consommation et difficultés de logement). Plus de 13% des ménages sont pauvres selon ce concept. Toutefois, la pauvreté monétaire et la pauvreté en conditions de vie ne se recoupent

en progression en France

PAR HENRI WILNO

que très partiellement, de sorte qu'une partie de la population est pauvre selon l'un ou l'autre de ces critères. Au total, un ménage sur cinq est touché par la pauvreté monétaire ou en conditions de vie.

Le logement constitue aujourd'hui le premier poste de dépenses des ménages. Il représente un quart de leur budget. Entre 2008 et 2010, la part des ménages dont les dépenses de logement relatives à leur habitation principale sont supérieures à 40% de leur revenu est passée de 7,3% à 8,4%. Sur la période 1996-2006, les dépenses de logement de l'ensemble des ménages ont augmenté légèrement plus vite que les revenus. Pendant la même période, les dépenses de logement ont pesé de plus en plus fortement sur les ménages à faibles revenus, y compris pour les locataires des HLM. Pour ces derniers, les dépenses de logement ont augmenté davantage que leurs revenus et que les aides au logement.

Les dépenses énergétiques pour le logement sont aujourd'hui une nouvelle source de difficulté sociale. Les «tarifs sociaux» pour l'électricité, pour le gaz n'atteignent que partiellement leurs cibles. Le tarif social pour l'électricité ne concerne que 650 000 foyers sur 1,5 million de bénéficiaires potentiels, tandis que le tarif de première nécessité pour le gaz n'est facturé qu'à 300 000 foyers sur les 800 000 bénéficiaires potentiels.

Les renoncements aux soins pour raisons financières ont tendance à augmenter et concernent, en 2008, 15,4% de la population adulte. Le renoncement aux soins se concentre sur les soins dentaires et, dans une moindre mesure, l'optique et les consultations de médecins. Le niveau de revenu explique le renoncement aux soins mais les tarifs et dépassements pratiqués par certains médecins y contribuent aussi... Au-delà du renoncement aux soins, il convient de souligner les refus de soins de praticiens qui touchent principalement les bénéficiaires de la CMU. Un quart des médecins refusent des patients parce qu'ils sont bénéficiaires de la CMU.

EN FINIR AVEC L'INTOLÉRABLE

L'accès à l'emploi est un problème essentiel, notamment pour les jeunes. Il faut donc en créer (avec des salaires et des contrats qui permettent de vivre) et arrêter les destructions d'emplois.

Mais il faut aussi constater que le système social ne joue pas son rôle. Tout d'abord, le niveau relatif des prestations sociales a reculé. En 20 ans, le RMI/RSA, l'ASS (chômeurs de longue durée) et l'AAH (handicapés) ont tous trois décroché de manière significative par rapport au Smic : en 1990, le RMI représentait 48,7% du Smic mensuel à temps plein, il a reculé à 43,5% en 2011. Par ailleurs, on constate pour diverses prestations un taux important de non-recours. Cela a déjà été signalé ci-dessus pour les «tarifs sociaux» du gaz et de l'électricité. Le non-recours est particulièrement élevé pour le RSA. On estime qu'il représente une somme non distribuée de l'ordre de 5,2 milliards d'euros. Contrairement à

l'imagerie répandue qui veut que les pauvres soient à l'affût de la moindre prestation, ils sont bien souvent confrontés à des systèmes compliqués difficiles à comprendre et qui les placent parfois dans des situations humiliantes.

C'est à tout cela qu'un véritable gouvernement de gauche s'attaquerait pour en finir avec des situations injustifiables dans un des pays les plus riches de la planète. □

1. La plupart des données utilisées dans cet article proviennent du rapport 2011-2012 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes), «Crise économique, marché du travail et pauvreté» (accessible sur le site de l'Onpes). On trouvera également des informations sur le site de l'Observatoire des inégalités.

Les travailleurs pauvres

L'emploi reste le meilleur rempart contre la pauvreté mais le nombre de travailleurs pauvres augmente. Disposer d'un emploi n'est plus une condition suffisante pour franchir le seuil de pauvreté.

Il existe deux façons de mesurer le nombre de travailleurs pauvres. Soit on prend en compte l'ensemble des revenus du ménage et des prestations sociales. Il s'agit de travailleurs dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. C'est le cas, par exemple, d'une famille de cinq personnes où une seule dispose d'un emploi payé au Smic à temps plein. Soit on prend en compte uniquement les revenus individuels d'activité (salaires ou revenus des travailleurs indépendants). C'est le cas par exemple d'une personne employée au Smic à mi-temps, qui n'est pas prise en compte dans la seconde définition si elle vit avec une personne dont les revenus permettent de dépasser le seuil de pauvreté pour l'ensemble du ménage. 20% des salariés ont ainsi en 2009 un salaire net inférieur à 790 euros (le salaire médian, toutes durées de travail confondues, est de 1 476 euros). On sent les limites de la première définition ; néanmoins, on l'utilisera pour être cohérent avec les autres données.

6,7% des personnes en emploi en 2009 sont dans une situation de pauvreté (7,4% pour les seuls salariés). 1,9 million de personnes exercent donc un emploi mais disposent, après avoir comptabilisé les prestations sociales (primes pour l'emploi, allocations logement, etc.) ou intégré les revenus de leur conjoint, d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (fixé à 60% du revenu médian). Le nombre de travailleurs pauvres a grossi de 132 000 personnes entre 2003 et 2009. Il est d'ailleurs possible que ces chiffres aient progressé depuis avec la montée du chômage.

Si l'on compte l'ensemble des personnes, conjoints et enfants compris, c'est 3,7 millions de personnes qui vivent dans un ménage pauvre dont le chef de famille dispose d'un emploi – toujours en tenant compte de l'ensemble des ressources.

L'existence de travailleurs pauvres résulte de plusieurs facteurs. D'abord, de la faiblesse des salaires dans de très nombreux secteurs et notamment du niveau du salaire minimum. Ensuite, du temps partiel, qui réduit en proportion les niveaux de vie. Enfin, du fractionnement des emplois : petits boulots, alternances de phases d'emploi et de chômage ou d'inactivité.

La pauvreté en emploi touche d'ailleurs différemment les salariés selon les secteurs dans lesquels ils sont employés. Ainsi, en 2008, le taux de pauvreté est particulièrement élevé dans l'hôtellerie-restauration et l'agriculture (environ 19% des salariés de ces secteurs) ainsi que dans les services à la personne (15%).

La décroissance, poil à gratter

© DR

Depuis une dizaine d'années, le terme de décroissance a fait son apparition à une grande échelle, et est au cœur de nombreux débats de l'écologie politique. Le succès du terme, ainsi que les limites, mais aussi les apports, des mouvements s'en revendiquant doivent être une source permanente d'interrogation quant à la pertinence d'une écologie radicale ou d'un projet écosocialiste.

Les origines de la décroissance sont à chercher en amont de la décennie passée. Parmi les éléments fondateurs communs à la mouvance décroissante, le rapport du club de Rome de 1972, dit rapport Meadows et intitulé *Halte à la croissance?*¹, introduit l'idée de croissance zéro, éveillant la conscience quant au caractère intenable pour le maintien des écosystèmes d'une croissance économique illimitée. Dans une veine proche, les travaux de l'économiste roumain, Nicolas Georgescu-Roegen, en transposant les lois de la thermodynamique dans la sphère économique, cherche à insérer le métabolisme des activités humaines dans le temps long de la biosphère. Pour lui, nous vivons dans un univers clos aux ressources limitées, et chaque ponction de ressources constitue un prélèvement irréversible, d'où l'inéluctabilité de la fin de l'espèce ou de la planète.

Ces prémisses seront ensuite enrichies par des penseurs qui ne feront pas appel aux sciences dures ou à l'économie, mais plutôt à une critique de la société occidentale et de l'occidentalisation du monde, destructrices non seulement des écosystèmes, mais plus largement des sociétés autres, qui refusent la modernité occidentale et développent d'autres pratiques sociales. L'anthropologue Serge Latouche a beaucoup œuvré pour cette critique de l'occidentalisation et la promotion de la décroissance², s'inspirant notamment de la pensée d'Ivan Illich, prêtre et penseur en

vogue dans les années 1970, en particulier grâce à sa critique de l'école³, et qui retrouve une seconde jeunesse à travers le succès de la décroissance. D'autres penseurs sans doute moins connus se font les défenseurs de la décroissance, et développent leurs idées dans plusieurs publications ou associations, telles que *Entropia*, *L'écologiste*, *Casseurs de pub*, *La décroissance*, le *Sarkophage*, *Silence*, l'association «La ligne d'horizon – Les amis de François Partant», le «manifeste de l'après-développement», les sites www.decroissance.org ou www.apres-developpement.org. Cette multiplicité d'espaces se revendiquant de la décroissance (sans parler des mouvements politiques proprement dits sur lesquels nous reviendrons) illustre l'hétérogénéité d'une mouvance, avec des acteurs qui peuvent mettre l'accent plutôt sur telle ou telle dimension, en lien avec des projets politiques plus ou moins explicites. Est-il alors possible de se mettre d'accord sur une définition commune de la décroissance? Selon les animateurs du site de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable, «la décroissance est une politique préconisant une décroissance économique des pays riches, surtout, la décroissance vise à une sortie de

l'économisme (envahissement de toutes les dimensions sociales et humaines par l'économie)» et elle s'oppose «aux tenants du développement durable qui affirment pouvoir conjuguer la croissance économique et la protection de l'environnement»⁴. Si cette définition semble simple, elle a le mérite de cibler trois questions cruciales :

❑ Le système dans lequel nous vivons est basé sur une profonde inégalité structurelle entre grandes régions du monde, qui appelle une responsabilité des puissances économiques vis-à-vis des peuples du Sud ; le principe de reconnaissance d'une dette écologique historiquement construite du Nord envers le Sud découle de cette idée, idée qu'on peut traduire également par l'analyse d'un développement inégal et combiné sur lequel repose la mondialisation capitaliste. Le risque existe cependant d'homogénéiser les régions du monde, en faisant des pays du Nord des pays riches dans lesquels tous les individus seraient redevables de la misère imposée au Sud.

❑ L'économisme peut être l'autre nom de la marchandisation, qui effectivement envahit de plus en plus rapidement toutes les sphères, tous les temps et tous les espaces

r de l'écologie radicale?

PAR VINCENT GAY



des activités humaines. Reste à déterminer s'il faut juste remettre l'économie à sa place, et surtout de quelle économie on parle. La réticence parfois de Serge Latouche à faire la critique du capitalisme sous prétexte que celle-ci aurait déjà été faite, et bien faite, comporte le risque de ne pas cibler exactement la source de nos problèmes. Or, s'il est nécessaire de dénoncer la contamination de la société par l'économie, c'est bien parce que c'est de capitalisme qu'il s'agit.

□ Le système économique et idéologique en place n'est aveugle ni à un certain nombre d'aspirations ni aux limites qu'il génère. D'où l'émergence dans la seconde moitié des années 1980 du concept de développement durable censé marier aspirations capitalistes et protection de l'environnement⁵. Depuis, la défense d'un capitalisme vert n'a fait que croître et a pris différentes dimensions: utilisation de mécanismes marchands pour préserver les équilibres climatiques, quantification économique des biens naturels, développement d'une industrie de biens «verts» (notamment pour les énergies renouvelables) par les mêmes multinationales qui polluent chaque jour... La préparation de la conférence Rio+20 en juin prochain au

Brésil se fait ainsi sous l'égide de l'économie verte⁶. Cette critique du développement durable est pleinement justifiée, par contre une polémique existe avec certains défenseurs de la décroissance quant à la pertinence d'une critique de l'idée de développement même.

Ces trois piliers de la pensée décroissante peuvent être complétés par une profonde critique du consumérisme associée à une remise en cause de l'idée de richesse telle qu'elle est communément admise, ainsi qu'une critique de la technique, dans la mesure où celle-ci n'est pas neutre mais participe d'un système de domination techno-scientifique et économique⁷; la solution aux problèmes posés à et par l'humanité n'est donc pas à chercher dans un joker technologique⁸.

L'émergence des débats autour de la décroissance au début des années 2000 illustre donc la volonté, après cinq ans de participation gouvernementale des Verts, de renouer les fils d'une critique écologiste, sans s'en remettre aux technocrates/techniciens de l'écologie politique. Associée à une critique de l'aliénation marchande, elle permet de (re)poser certains débats, y compris des débats stratégiques sur les façons de changer le monde, qui peuvent parfois faire écho à des penseurs bien connus des militantEs altermondialistes. Par ailleurs, la critique décroissante s'accompagne de propositions, et c'est notamment autour des questions de relocalisation des activités humaines et de revenu inconditionnel d'autonomie qu'elle marque le plus les débats à gauche.

Pour autant, malgré un succès idéologique indéniable dans une partie des réseaux militants écologistes, la mouvance décroissante souffre d'une faiblesse organisationnelle certaine, et d'un éclatement des mouvements qui s'y réfèrent. Cela est certes lié à une volonté de repenser la façon de faire de la politique et de militer, sans s'inscrire nécessairement dans des collectifs politiques stricto sensu; ainsi l'expérimentation d'autres modes de production, de consommation, d'habitat, etc., participe pleinement de la décroissance. Mais pour les mouvements ou non, cet éclatement en différents groupes numériquement très faibles nuit à leur visibilité. Du Mouvement des objecteurs de

croissance (MOC) au Parti des objecteurs de croissance (POC), en passant par le parti pour la décroissance (PPLD), il n'est guère aisé de repérer les lignes de clivage et les différences d'orientation des uns et des autres. Ce qui conduit certains décroissants à chercher à s'allier ou à peser sur les autres composantes de la gauche radicale, NPA, Front de Gauche, voire EÉLV. C'est peut-être d'ailleurs là que la décroissance trouvera sa place: non pas à partir de mouvements ou de partis décroissants chargé de défendre une idéologie précise, mais en collaborant avec d'autres cultures politiques, afin de les enrichir d'une approche de l'écologie radicale et sans concession. □

1. Ce rapport, dont le titre original en anglais était Les limites de la croissance, a été mis à jour en 1993 et 2004, et préconise une stabilisation des activités économiques et de la démographie.

2. Voir entre autres: L'Occidentalisation du monde: Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La Découverte, 1989; Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative, Mille et Une Nuits, 2004; Le pari de la décroissance, Fayard, 2006; Vers une société d'abondance frugale: Contresens et controverses sur la décroissance, Fayard/Mille et Une Nuits, 2011.

3. Une société sans école, Le Seuil, 1971.

4. www.decroissance.org

5. Ce terme a été popularisé en 1987 par le Rapport Brundtland, Notre avenir à tous, rédigé pour la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU.

6. Voir sur le site du sommet des peuples à l'occasion du sommet officiel Rio+20: <http://rio20.net/fr/> l'appel «La nature est un bien commun, pas une marchandise. Non à leur économie verte!»

7. Un des inspirateurs des décroissants en la matière est Jacques Ellul qui a développé une critique du système technicien.

8. Pour un exposé plus détaillé des débats et controverses autour de la décroissance, voir Stéphane Lavignotte, La Décroissance est-elle souhaitable, Textuel, 2010.

9. On pense notamment à Miguel Benasayag (Abécédaire de l'engagement, avec Béatrice Bouniol (2004), Bayard) ou John Holloway (Changer le monde sans prendre le pouvoir, Syllepse, 2008).

10. La question du revenu inconditionnel mériterait de longs développements. À lire sur le sujet: Baptiste Mylondo, Un revenu pour tous. Précis d'utopie réaliste, Utopia, 2010, Michel Husson, «Droit à l'emploi et RTT ou fin du travail et revenu universel?», <http://hussonet.free.fr/ccctrava.pdf>, Cahier de l'émancipation Pour le droit à l'emploi, Syllepse, 2011.

11. Difficile de se prononcer plus avant pour l'ensemble de la société. Cela dit, la multiplication des expériences alternatives, la volonté de court-circuiter les réseaux marchands traditionnels, notamment via les Amap, entrent en résonance avec les principes de la décroissance.

12. Le dernier livre de Paul Ariès, qui a beaucoup fait pour la popularisation de la décroissance, essaye ainsi de synthétiser les traditions socialistes et son approche de l'écologie. Cf. Pour un socialisme gourmand, La Découverte, 2012.

LUTTE DES CLASSES EN INDE

une grève historique

PAR LOÏC BARON

De nombreux articles sont parus ces dernières années dans les médias dominants avec des titres plus accrocheurs les uns que les autres : « Récession, quelle récession ? Le nombre de milliardaires indiens a doublé » (The Guardian, 19/11/2009), « La forte croissance des pays émergents fait évoluer le profil des milliardaires » (Les Échos, 26/05/2011). Ces articles témoignent d'une réalité économique : le capitalisme d'un pays émergent comme l'Inde s'est rapidement développé depuis le tournant libéral pris par sa politique économique dans les années 1990.

Depuis une vingtaine d'années, le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde n'a cessé de croître, et les milliardaires avec.

Mais si le nombre de milliardaires augmente, les inégalités ne se réduisent pas et un tiers de la population indienne survit grâce à l'aide alimentaire d'État. Ces nouveaux milliardaires apparaissent grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre à bas coût et disposant de très peu de droits. D'après « l'indice de pauvreté multidimensionnel du PNUD (ONU), la part des pauvres dans la population est de 55,4% en Inde, contre 12,5% en Chine et 8,5% au Brésil. Ainsi, malgré l'émergence d'une classe moyenne et supérieure urbaine mise en avant dans les films de Bollywood ou dans les médias dominants occidentaux, l'Inde reste un pays composé principalement de paysanNEs (45,5%) et d'ouvrierEs (mines, industrie, électricité, construction, transport : 24,4%). Le commerce représente seulement 8,8% des emplois, tandis que le secteur de la finance et des assurances représente 2,6% des emplois (Rapport 2009 du « Labour Bureau », p.36).

Si la société indienne se transforme, elle reste très marquée par le système des castes. Les rapports de domination suivent ces évolutions et passent, notamment dans les grandes villes, de rapports de castes

à rapports de classes. Bien que les castes recouvrent des catégories socioprofessionnelles, elles sont justifiées par des principes religieux, tandis que les classes sont le produit de l'exploitation capitaliste. Les justifications changent, mais les rapports de domination et d'exploitation restent.

LES AMBIGUÏTÉS DU MOUVEMENT ANTI CORRUPTION DE 2011

L'Inde a connu en 2011 un important mouvement anti corruption. Ce mouvement interclassiste se focalisait essentiellement sur une moralisation des élites politiques. Mais ce mouvement dirigé par Anna Hazare a rencontré un écho très important dans les médias et dans la population. La difficulté pour la gauche indienne était alors de se faire une place dans ce mouvement et de convaincre la population d'aller plus loin et ainsi ne pas laisser le terrain de la contestation au populisme et à l'extrême droite (BJP, RSS)¹.

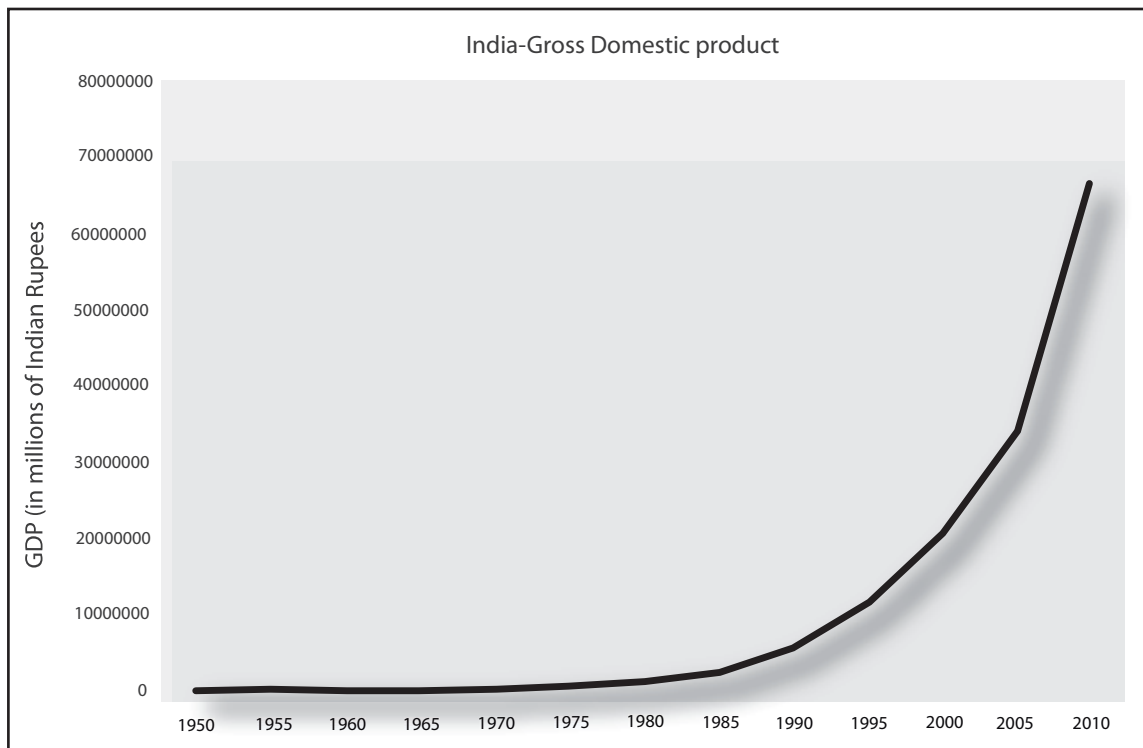
Arundhati Roy va plus loin dans un article du 18/01/2012, où elle dénonce le détournement de la colère du peuple : « *Comment détourner la colère du peuple ? Le mouvement nationaliste anti corruption, issu des classes moyennes, que dirige Anna*

Hazare, en fournit un bon exemple.[...] Ses principaux soutiens médiatiques sont parvenus à détourner l'attention des énormes scandales de corruption impliquant les entreprises, et ont utilisé le mécontentement à l'encontre des politiques pour réclamer encore plus de réduction des pouvoirs de l'État, plus de réformes et plus de privatisations. »

GRÈVE DU 28 FÉVRIER 2012: LE RETOUR DE LA LUTTE DES CLASSES

Mais lorsque l'on chasse la lutte des classes par la porte, elle rentre par la fenêtre : la grève du 28 février 2012 en est la preuve flagrante !

L'appel à une journée



Croissance rapide du PIB indien depuis 1991. Source: wikipedia

de grève générale a été lancé par les fédérations de syndicats de la gauche dite « officielle » (affiliés à un parti politique ou à un autre) et par plus de 5000 syndicats indépendants fédérés autour du NTUI (New Trade Union Initiative). Ce front unique de tous les syndicats indiens revendiquait des droits pour les travailleurEs s'opposant aux politiques néolibérales du gouvernement dirigé par le Parti du Congrès.

Le front d'opposition était tellement large que des syndicats réactionnaires (BMS) liés aux conservateurs du BJP ou à l'extrême droite (RSS) ont également organisé des manifestations. Bien que lorsqu'ils sont au pouvoir dans certains États (Gujarat et Maharashtra), ils mènent des politiques néolibérales.

Les revendications de la grève du 28 février portées par NTUI étaient à la fois offensives et défensives : instauration de la journée de 8 heures de travail ; lutte contre l'inflation en y indexant les salaires ; égalité hommes-femmes, à travail égal, salaire égal ; droits d'association et reconnaissance des syndicats ; droit à la dissidence démocratique ; instauration d'un salaire minimum national ; fin des emplois temporaires pour aller vers un CDI pour tous ; non à la retraite par capitalisation ; refus des privatisations.

BILAN ET PERSPECTIVES

Cette grève a permis de faire progresser la conscience de classe de nombreux travailleurEs indienNEs, mais n'a pas inversé le rapport de forces. Les secteurs les plus impliqués dans la grève étaient les employéEs des banques et des assurances, les dockers,

les postiers et les salariéEs des transports, mais aussi les employéEs des administrations d'État et de l'éducation. Certaines industries se sont également jointes au mouvement, par exemple dans la production d'acier ou dans le secteur de l'énergie et des mines. Il s'agit des secteurs les plus syndicalisés qui bénéficient déjà d'emplois permanents (CDI). Mais beaucoup d'IndienNEs, ayant quitté les zones rurales du fait de 20 ans de réformes agraires dévastatrices (15000 suicides de paysans en 2011), sont au chômage dans les villes et vivent dans des bidonvilles. En ville, ce sont des travailleurEs temporaires, notamment dans l'économie informelle. Ils ne disposent pas des droits sociaux et syndicaux minimums qui leur permettraient de se défendre.

Le bilan que tirent les syndicalistes indienNEs du NTUI que nous avons contacté est en demi-teinte, puisque la grève générale n'a duré qu'une journée et n'a pas suffi pour faire reculer le gouvernement sur ses politiques libérales (privatisations, retraites par capitalisation en Bourse...). Après cette grève, la question de l'organisation des travailleurEs dans les syndicats et les partis politiques se pose au mouvement ouvrier indien. Seule l'organisation de la classe ouvrière, notamment sa partie la plus précaire, permettra au mouvement ouvrier indien d'aller au-delà d'une journée de grève sans lendemain et de déborder certaines confédérations syndicales qui freinent le mouvement.

Ainsi malgré ses limites, la grève du 28 février est un premier succès pour les travailleuses et les travailleurs indienNEs

puisqu'elle a entraîné près de 100 millions de salariéEs dans l'action. Cette force immense que représente une classe en mouvement a montré ce dont elle est capable et les milliardaires indiens doivent aujourd'hui se rendre compte que si le capitalisme s'est développé, symétriquement la lutte des classes se développera. □

(1) Voir à ce sujet l'article de Christine Schneider dans Tout est à nous ! Hebdo du 22/09/2011.

Les syndicats en Inde

Traditionnellement, chaque confédération est étroitement liée à un courant politique donné.

D'après les autorités, la centrale ayant le plus d'adhérents serait BMS, fondée en 1955, dirigée par des hindouistes d'extrême droite (RSS).

La seconde centrale syndicale, l'INTUC, a été fondée en 1947 par l'autre grand parti de droite, le Parti du Congrès (affilié à l'Alliance mondiale des démocrates, comme le Modem en France).

Viennent ensuite plusieurs syndicats de la gauche modérée :

- le CITU, fondé en 1964 par le PCI-Marxiste, après sa sortie du PC prosoviétique ;
- HMS, fondé en 1948 par le PS après sa sortie du Parti du Congrès,
- AITUC, fondé en 1920 par le Parti du Congrès, puis dominé depuis 1945 par le PC pro soviétique.

D'autres centrales, plus petites, sont historiquement liées à d'autres courants politiques, notamment des groupes d'origine maoïste.

Un nombre croissant de syndicalistes rejette ce type de liens traditionnels entre partis et syndicats qui repercutent parmi les salariés les dissensions entre partis politiques.

En 2000, a par exemple vu le jour NTUI, que l'on peut traduire par « plateforme nationale des syndicats démocratiques et indépendants de gauche ». NTUI n'est pas une nouvelle confédération, mais un regroupement sous un sigle commun de syndicats sectoriels et/ou locaux, à la fois radicaux et indépendants de tout parti politique.

© DR

ON STRIKE

WE DEMAND:

- * An 8 hour Workday
- * A Living Wage indexed to Inflation for all
- * Equal Value for Equal Work
- * A Right to Association
- * Recognition of Trade Unions
- * A Right to Democratic Dissent

New Trade Union Initiative
B127 Deyanand Colony, Lajpat Nagar-II, New Delhi - 110024
Tel: 01126214530/26498931; Email: secretariat@ntui.org.in

NTUI

IRAN ET NUCLÉAIRE

les véritables enjeux

PAR BABAK KIA

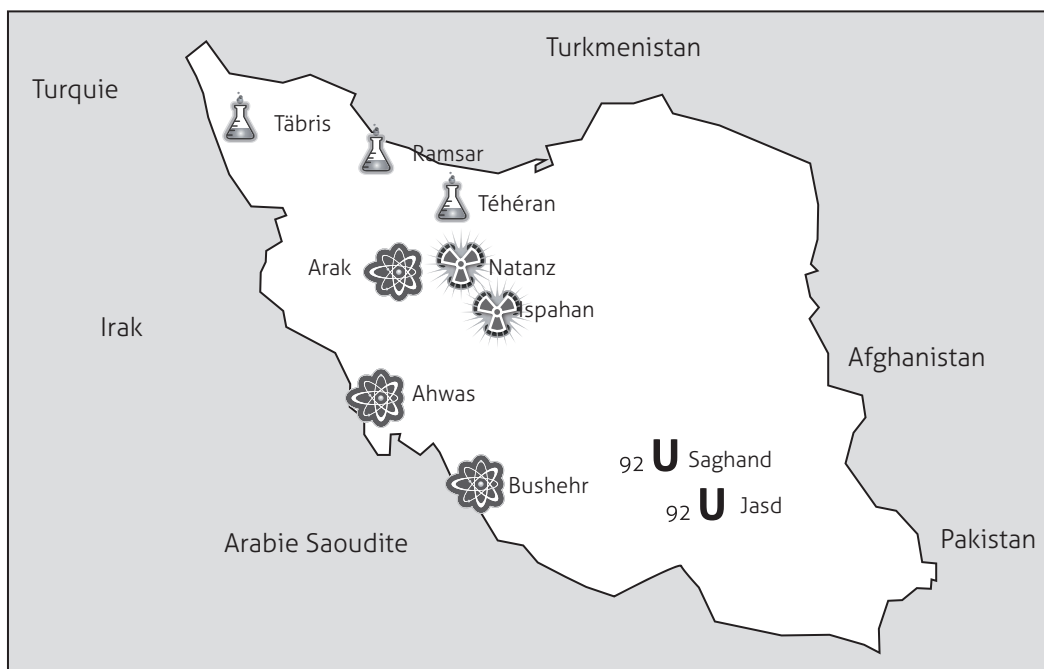
Le programme nucléaire de la République islamique d'Iran fait figure de véritable serpent de mer de la diplomatie internationale. Pourtant, ce programme nucléaire tant décrié n'est pas né en 2002, l'année où un dissident iranien a révélé au monde l'existence de sites jusqu'alors tenus secrets. C'est avec l'aide des États-Unis puis de la France et de l'Allemagne que le Chah l'a lancé dans les années 1950.





En 1970, l'Iran a ratifié le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), s'engageant ainsi à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas essayer de s'en procurer. Le programme nucléaire a été mis entre parenthèses durant la guerre dévastatrice qui a opposé l'Irak de Saddam Hussein à la République islamique. Mais en la matière, comme sur d'autres sujets, la Mollaharchie n'a jamais abandonné les ambitions impériales du Chah. Fidèle aux visées du régime monarchique, la République islamique entend être une puissance régionale. Dès le début des années 1990, le régime de Téhéran a donc relancé son programme nucléaire en s'appuyant notamment sur la Russie et la Chine et ce, malgré les pressions exercées par les États-Unis et leurs alliés européens. Particulièrement sensible, ce dossier est placé sous l'autorité directe du Guide Ali Khameneï. Sur le plan opérationnel, il est dirigé par le corps des Gardiens de la révolution islamique.

l'approfondissement du marasme économique et de la crise sociale, cette propagande ne parvient pas à juguler le mécontentement populaire qui va croissant. Depuis 1979, les factions au pouvoir se partagent la rente pétrolière. Cette mainmise sur les richesses du pays s'est toujours accompagnée d'une redistribution clientéliste qui a permis de maintenir peu ou prou un bloc dépendant du régime. Mais la violence de la crise économique et le poids des sanctions internationales tendent à réduire fortement les capacités redistributrices d'un pouvoir particulièrement corrompu. Les sanctions imposées par les puissances impérialistes pour peser sur le programme nucléaire de la République Islamique réduisent fortement les possibilités d'emprunts sur le marché du crédit et empêche le secteur industriel de se procurer les pièces et les composants nécessaires à son bon fonctionnement. Cela renforce l'absence récurrente d'investissement et accé-

lère l'obsolescence de l'appareil productif. Réaction en chaîne : les arriérés de salaires et les licenciements explosent. Selon les économistes indépendants, le chômage touche 25% de la population. Dès le 1^{er} juillet prochain, les pays européens menacent de ne plus acheter de pétrole iranien. Une manne financière non négligeable qui représente pour Téhéran 80% de ses rentrées en devises. Le pouvoir prévoit pour l'été une hausse d'environ 30% des prix de l'essence, du gazole et du fuel. Seuls l'industrie de l'armement et le programme nucléaire échappent aux restrictions. Le secteur de l'armement bénéficie de toutes les largesses du pouvoir et son budget représente plus du quart du budget national. Avec une inflation annuelle de 60%, résultat

de la politique d'Ahmadinejad qui s'inspire des recommandations du FMI, les conditions de vie de la population se dégradent fortement. Dans ce contexte de crise, le pouvoir doit faire face à un regain des luttes sociales et ouvrières. Ces luttes sont à chaque fois



-  Centrale nucléaire
-  Centre de recherche nucléaire
-  Autres sites nucléaires
-  Mine d'Uranium

UN INSTRUMENT POPULISTE-CHAUVIN

À l'intérieur du pays, en développant un discours islamo-nationaliste, les dirigeants iraniens utilisent le programme nucléaire à des fins populistes et flattent la fibre chauvine de la population. Or, avec

sévèrement réprimées. Les arrestations et les condamnations des militants syndicaux se multiplient. Craignant la jonction entre les revendications sociales et les aspirations du mouvement démocratique de 2009, le régime accentue la répression afin de contenir la contestation sociale qui pourrait dans les prochains mois prendre la forme d'« émeutes de la faim ». Cette combinaison entre crise politique au sommet qui n'en finit pas depuis la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad et crise sociale est explosive pour le régime.

UN ENVIRONNEMENT RÉGIONAL TRÈS TENDU

Sur le plan régional, l'État iranien doit faire face à un environnement particulièrement instable et hostile. Outre la montée en puissance de la Turquie et les rivalités avec l'Arabie saoudite, la République islamique est confrontée à l'instabilité à ses frontières avec l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan qui détient l'arme nucléaire. À cela s'ajoute l'hostilité de l'État d'Israël, autre puissance nucléaire de la région.

Les manœuvres régulières de la flotte étatsunienne dans le Golfe arabo-persique, la présence de la 5^e flotte basée à Bahreïn, ou encore l'installation en 2009 de la base militaire française d'Abou Dhabi, sont d'autres sources d'inquiétude. Le moins que l'on puisse dire est que l'environnement régional est particulièrement tendu. Enfin, les processus révolutionnaires en cours dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient entrent en écho avec le mouvement qui a secoué le régime de Téhéran en 2009. À cet égard, la situation de la Syrie, allié stratégique de la République islamique, préoccupe sérieusement le régime iranien. La chute éventuelle de Bachar El Assad pourrait avoir des conséquences profondes dans la région. Cela fragiliserait le pouvoir iranien, ce qui explique son soutien indéfectible au « boucher » de Damas.

Dans ce contexte, les dirigeants iraniens estiment qu'être en capacité de se doter de l'arme nucléaire pourrait « sanctuariser » le régime et donner un nouveau leadership à la République Islamique. Cependant, à cette étape, le débat sur le fait d'accéder effectivement à l'arme nucléaire n'est pas encore tranché au sein du sérail.

Sur le plan international, le régime de Téhéran fait de son programme nucléaire un outil de marchandage. La République islamique qui, en Irak et en Afghanistan, s'est trouvée des intérêts communs avec l'impérialisme étatsunien, souhaite être traitée en partenaire par les grandes puissances.

Les dirigeants iraniens le savent, les États-Unis n'acceptent pas la perspective d'une République islamique dotée de l'arme nucléaire – et leur allié israélien encore moins. Le débat entre Washington et Tel Aviv porte sur la manière d'empêcher une telle éventualité.

Pour Nétanyahou, la politique des sanctions économiques et de l'isolement de la République islamique mise en place par les États-Unis et l'Union européenne n'a pas freiné le programme nucléaire de Téhéran. Quant à Obama, à quelques mois des élections américaines, il ne veut pas s'exposer à des représailles du régime iranien qui conserve une capacité de riposte importante. Après le retrait d'Irak et au moment où Obama doit gérer la sortie de l'Afghanistan, l'ouverture d'un nouveau front n'est pas à l'ordre du jour.

Ces craintes sont renforcées par le fait qu'une intervention militaire contre l'Iran aurait pour conséquence l'envolée des prix du pétrole, ce qui accentuerait la récession économique mondiale. Enfin, l'ensemble des experts militaires estiment qu'un bombardement des sites nucléaires iraniens ne ferait que retarder le programme militaire. Pour le moment, Washington cherche donc une solution négociée avec Téhéran.

Du côté de Téhéran, l'exacerbation des tensions autour du programme nucléaire n'est pas sans conséquences sur les débats et les évolutions au sommet du pouvoir. L'alliance entre le Guide Ali Khameneï et Ahmadinejad, qui avait permis en 2009 d'exclure du pouvoir la mouvance dite « verte » incarnée par Moussavi, et d'écraser la vague massive de contestation démocratique qui s'en est suivie, a volé en éclat. Lors des élections législatives de mars dernier, le clan du Guide a marginalisé Ahmadinejad et ses proches.

Il y a plusieurs raisons à cette nouvelle brèche au sommet. Ahmadinejad et les siens ont cherché à mettre la main sur le pouvoir et ont empiété sur les intérêts et

prérogatives institutionnelles du Guide, premier personnage de l'État. Mais cette nouvelle crise politique porte également sur la gestion « diplomatique » du dossier nucléaire. Khameneï reproche à Ahmadinejad ses rododromes ridicules qui ont accentué les tensions. Le Guide, qui avait depuis 2009 marginalisé Hachemi Rafsandjani (l'un des personnages clés de la République islamique depuis 1979 et l'un des plus corrompus), vient d'opérer un rapprochement notable avec celui-ci. Rafsandjani incarne la frange libérale sur le plan économique et la plus conciliante à l'égard des États-Unis. Par ce nouveau « tournant », Khameneï indique à l'administration Obama que la République islamique est disposée à négocier.

Ainsi, à la veille de l'ouverture du nouveau cycle de négociations qui s'est achevé le samedi 14 avril à Istanbul et qui reprendra à partir du 23 mai prochain à Bagdad, Khameneï avait envoyé à Washington son conseiller personnel Ali Velayati. Cette visite discrète de Velayati avait pour but d'engager des discussions directes entre Téhéran et la Maison Blanche. Cela s'est traduit à Istanbul par des échanges qualifiés de « constructifs » par la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton.

CONTRE LES INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES ET LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

L'alternance des périodes de tensions et de détente est une constante dans les relations entre Téhéran et les grandes puissances. Les mois qui viennent devraient confirmer le léger « réchauffement » des relations entre Téhéran et Washington.

Alors que la crise de régime s'amplifie, les dirigeants iraniens doivent faire face à une crise économique et sociale majeure. La montée des luttes ouvrières s'accompagne de la répression la plus brutale, les exécutions se multiplient. Le pouvoir restreint le peu d'espace de liberté et renforce son contrôle sur la société. Khameneï a ordonné la mise en place d'un intranet à l'échelle du pays et la République islamique vient d'acheter à la Chine un système de contrôle des flux téléphoniques et du réseau internet. Dans ce contexte, les anticapitalistes doivent se situer aux côtés de celles et ceux

qui luttent pour les droits sociaux et démocratiques, pour les droits des femmes, des minorités nationales, pour l'égalité et la justice sociale. De nombreuses campagnes de solidarités existent, les anticapitalistes doivent y contribuer¹.

Enfin, nous devons refuser toutes interventions impérialistes ainsi que les sanctions qui frappent la population. Les ingérences des grandes puissances permettent

au régime d'accentuer la pression sur les peuples d'Iran. Une intervention militaire provoquerait un réflexe nationaliste qui redonnerait une certaine cohésion à un pouvoir aujourd'hui profondément et durablement divisé.

La seule perspective politique juste est le désarmement nucléaire dans le monde. Sur le plan régional, le principal danger vient des puissances nucléaires que sont le Pakistan et l'État d'Israël. Le déséquilibre de la terreur pousse à la prolifération et à la course à l'armement. Au même titre

que le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes d'occupation, la lutte contre les budgets militaires et les armes de destruction massive doit être à l'agenda des forces anticapitalistes et révolutionnaires. □

1. Voir notamment le site des camarades de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs d'Iran (<http://www.iran-echo.com/>)

BEN BELLA *PAR ADEL ABDERREZAK*

Entre autogestion ouvrière et panarabisme musulman

Le décès du premier président de l'Algérie indépendante suscite beaucoup de réactions de recueillement et d'hommage.

Il nous renvoie surtout aux paradoxes de ce personnage historique qui a présidé l'Algérie de 1962 à 1965, jusqu'à son éviction par un coup d'État militaire mené par ceux-là mêmes qui l'avaient installé au pouvoir en 1962, avant son élection populaire en 1963.

Le parcours d'Ahmed Ben Bella est paradoxal. Un parcours fait d'engagement nationaliste et de radicalité politique de 1945 à 1965, mais aussi d'opposition, de privation de libertés, de luttes idéologiques et de positionnements politiques particulièrement ambigus dans les années 1980-1990.

Ben Bella a alterné des périodes de gauche, particulièrement quand il a présidé aux destinées de l'Algérie après l'indépendance et qu'il a contribué au déploiement de l'autogestion ouvrière et agricole dans le secteur des biens vacants, c'est-à-dire tous les biens abandonnés par les colons

après leur départ massif au lendemain de la signature des accords d'Évian. Il a eu des moments plus centrés sur un conservatisme politique et idéologique, où le retour à une conception plus traditionnaliste de la société s'accompagnait d'une très forte religiosité le rapprochant nettement de l'islamisme ascendant dans l'Algérie des années 1970, pendant sa période d'opposition au pouvoir politique en Algérie, à travers le MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie) qu'il a créé en France en 1982.

Son engagement dans la lutte de libération traduisait une vision indépendantiste de l'Algérie coloniale, quand d'autres courants politiques recherchaient l'assimilation avec la France métropolitaine. Il a aussi reflété une conception anti-impérialiste lucide et radicale, qu'il a continué à revendiquer même si c'est avec des relents nationalistes et de panarabisme très désuets à partir des années 1980.

Cet anti-impérialisme prend, après l'indépendance et grâce au président Ben Bella, une dimension internationaliste quand l'Algérie commence à accueillir les mouvements de libération d'Afrique et d'Asie et à les soutenir. C'est l'époque où Che Guevara débarque à Alger et prononce un discours révolutionnaire et internationaliste qui fera son effet sur les révolutionnaires en

Afrique, en Amérique latine et même en Europe où la gauche révolutionnaire y voit un nouveau terrain pour la révolution mondiale. Cet internationalisme et cet anti-impérialisme conséquent attirent alors des militants du monde entier, en particulier de France. Ils s'essaient à traduire leur rêves et utopies dans l'expérience algérienne, même si pour certains, en particulier les militants PCF dans le PCA (Parti communiste algérien), ceux de la Quatrième Internationale, les réseaux chrétiens-gauche, le réseau Jeanson, etc., ils étaient déjà fortement impliqués dans la lutte de libération avec le FLN (Front de libération nationale).

L'autogestion ouvrière et paysanne, point focal d'une dynamique socialiste, la création de médias engagés et progressistes, l'instruction et l'école centrées sur la lutte contre l'analphabétisme, la santé publique sont alors autant de terrains d'engagement et d'implication pour y vivre, sur le terrain, leurs idées et leur engagement politique, et pour y voir concrètement ce processus de révolution permanente qui faisait miroiter beaucoup d'espérances aux révolutionnaires du monde entier.

Après l'indépendance, la confusion politique régnait et les luttes de pouvoir s'intensifiaient entre les différents clans nationalistes. Bien qu'actif à travers l'UGTA,

© DR



syndicat unique des travailleurs, et dans les activités de structuration de l'autogestion agricole et industrielle (autour de Ben Bella avec Michel Raptis (Pablo), Mohamed Harbi, Hocine Zahouane, Gérard Chaliand...), le mouvement ouvrier algérien restait faible, peu structuré de façon autonome. Tout cela n'a pas permis à Ben Bella d'avoir l'éclairage programmatique et des appuis organisationnels autonomes pour construire un développement post-indépendance autour de l'autogestion. Son «socialisme révolutionnaire et spécifique»

s'est vite transformé en populisme de gauche verbal et radical à la... Mélenchon qui l'a plus éloigné des couches ouvrières et populaires algériennes qui attendaient concrètement la prise en charge de leurs besoins sociaux de base.

Avec les décrets de mars 1963 (de nationalisation et mise sous autogestion des terres des colons), Ben Bella généralise et en même temps bureaucratise l'autogestion, précipitant la fin de cette dernière. Il affronte l'opposition de ses compagnons de lutte et de prison en comprimant les

libertés politiques et individuelles. Il se révèle impuissant face à l'appropriation privée des biens coloniaux vacants par une bourgeoisie arriviste provenant en partie des rangs du FLN et de l'ALN (Armée de libération nationale). Son idéologie panarabiste et fortement teinté d'islam et de traditionalisme, nourrie par sa proximité du président égyptien Nasser, sera le creuset de l'idéologie arabo-musulmane dominante en Algérie.

La période d'opposition de Ben Bella après sa libération est moins parlante et même la plus ambiguë de son parcours politique. Il a tenté, avec le MDA, de susciter une opposition politique plus crédible et plus fédérée avec ses tentatives d'alliances avec Ait-Ahmed du FFS (Front des forces socialistes). Il a essayé d'affaiblir le pouvoir algérien par son aura internationale et ses réseaux vieillissants. Il a même tenté, après octobre 1988, un retour au pays en essayant de faire du MDA un parti démocratique alternatif.

L'apparition fulgurante de l'islamisme radical et son emprise sur les couches populaires et moyennes, puis la guerre larvée qui s'installe entre le FIS (Front islamique du salut) et le pouvoir l'ont réduit à un statut de personnage politique respectable, utile comme médiateur ou facilitateur, beaucoup plus qu'un opposant réel. Il a côtoyé le mouvement altermondialiste dont il était un des dirigeants symboliques. L'avènement de l'ère Bouteflika et le soutien qu'il lui apporta ont clos son parcours politique, dans l'indifférence de générations qui ne le connaissent pas et dans l'occultation de la mémoire qui caractérise le régime politique algérien et ses élites-relais. □

Le « changement » selon François Hollande

© Photothèque Rouge /Romain Hingant

Paradoxalement, pour le PS, lors de cette présidentielle, le pire a été évité. On sait que le FMI est aujourd'hui l'objet de la haine – il n'y a pas d'autre mot – des peuples d'Europe du Sud. Il faut donc imaginer le symbole politique qu'aurait été le fait que le principal parti de gauche français présente le directeur général du FMI comme candidat à la présidentielle. Pour les raisons que l'on sait, DSK ne put être le candidat du PS et dut céder la place à Hollande. Mais l'orientation demeura.

L'ex-premier secrétaire du PS a mené une campagne se limitant pour l'essentiel à surfer sur le rejet de Sarkozy et de l'UMP, se gardant bien de toute promesse. Après avoir fait la course en tête dans tous les sondages possibles, l'élection de Hollande s'est finalement faite sur le fil. Cela, alors qu'il va trouver face à lui une situation proprement explosive.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET QUESTION EUROPÉENNE

La politique d'austérité mise en œuvre par la troïka impérialiste (Commission européenne, BCE, FMI) est déjà en train d'étouffer l'activité économique partout en Europe. Même l'Allemagne est désormais touchée : on s'attend là-bas à une croissance zéro pour les trois premiers mois de 2012. Dans ces conditions, le leadership allemand sur l'UE est de plus en plus contesté, notamment par Madrid. L'UE exige en effet de Rajoy des mesures d'une brutalité inouïe alors que les grèves générales se succèdent dans ce pays. En clair, l'Espagne est prête à sombrer dans un chaos similaire à celui qui prévaut en Grèce.

Symptomatiquement, Rajoy – le chef de gouvernement de la droite espagnole – a

donc multiplié les signaux amicaux en direction de Hollande (et l'italien Monti serait sur la même ligne). En toile de fond de ces grandes manœuvres, il y a la volonté d'un certain nombre de pays d'imposer à l'Allemagne et à la troïka une inflexion de la politique économique de l'UE. Au-delà de la politique de désendettement actuelle, il s'agirait de prendre des mesures de soutien à l'activité, bref de faire un peu de « keynésianisme », étant entendu qu'on ne reviendra pas sur l'austérité. La convergence avec ce que n'a cessé de défendre Hollande durant sa campagne est évidente : *« Le candidat socialiste veut qu'il [le pacte budgétaire européen] soit « complété » par un « pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance », visant à stimuler l'activité et à réorienter le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction » sans toutefois toucher aux statuts de cette dernière.* »¹

Il semble bien que Bruxelles et Berlin s'apprêtent à prendre en compte ces revendications. Le ministre des Affaires étrangères allemand, Westerwelle, déclare en effet : *« nous allons travailler ensemble à un pacte de croissance pour l'Europe, nous devons ajouter de nouvelles impulsions de croissance, cela passe par des réformes structurelles ».* On s'acheminerait vers la publication d'un « agenda de croissance » lors du sommet européen de juin. Le pacte budgétaire, lui, demeurerait inchangé (de toutes façons, revenir sur son contenu, approuvé par 25 gouvernements, présenterait une difficulté extrême).

Selon toute probabilité, cette inflexion de la politique économique de l'UE servira d'alibi à Hollande pour « démontrer » que la « renégociation » du pacte budgétaire

européen est en cours et justifier sa ratification par le Parlement. En fait, la « règle d'or » condamnerait les peuples d'Europe à une austérité sans fin. En France, elle aboutirait à amputer le budget de l'État de près de 80 milliards d'euros. Par comparaison, le premier poste budgétaire du pays est l'éducation dont le montant annuel est de plus de 50 milliards... On voit l'enjeu de la question.

VERS UNE RÉACTIVATION DU « DIALOGUE SOCIAL »

Avec Hollande, c'est le représentant d'un parti en proie à une crise d'identité profonde, et par là-même fragilisé, qui arrive au pouvoir. Il faut notamment avoir en tête que le PS compte à peine 200 000 adhérents, pour l'essentiel parfaitement étrangers au monde de la lutte de classes.

Il est donc clair que pour faire passer l'« austérité de gauche » qui s'annonce, les relais sociaux du PS ne pourront suffire. Le gouvernement qui s'annonce ne pourra avancer qu'avec l'étroite collaboration des appareils, notamment syndicaux. Désormais, donc, l'heure est donc au respect des « corps intermédiaires », après l'époque Sarkozy où ils avaient été littéralement piétinés par un président ouvertement antisyndical – comme on l'avait encore vu le 1^{er} Mai.

Première échéance, une « conférence sociale » dont on ne peut attendre rien de bon, et surtout pas l'abrogation des mesures antisociales des gouvernements Fillon (retraites, législation antigreve, etc.). Gageons d'ailleurs que les directions syndicales invitées auront le bon goût de ne pas revendiquer de telles « énormités ». Aux dernières nouvelles, il y serait surtout question d'un « contrat de génération », donc d'une nou-

François Hollande

PAR PASCAL MORSU

Face à un Sarkozy usant et abusant des thématiques d'extrême droite, on aurait pu croire à une victoire très large, tant le choc de l'opinion était profond. Oui, mais voilà : le manque de souffle, la fadeur de la campagne socialiste étaient telles que le départ de Sarkozy s'est joué à peine à plus d'un million de voix...



velle salve d'allègements de cotisations pour le patronat.

En dernière analyse, l'alternative posée aux organisations syndicales sera donc de savoir si elles seront partie prenante ou non de la nouvelle majorité. Le repositionnement récent de la direction CGT ne laisse guère de doutes sur la question, alors que l'orientation affichée par le candidat socialiste durant la campagne ne permet de se faire aucune illusion.

UNE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE PS-EÉLV ?

Le futur gouvernement risque de bénéficier d'une situation institutionnelle inédite, puisqu'il pourrait disposer de la majorité au Sénat, à l'Assemblée et dans les collectivités territoriales. Mais la question de sa couverture parlementaire reste problématique. Il semble en effet que l'obtention d'une majorité absolue à l'Assemblée sera difficile à atteindre après les tripatouillages de circonscriptions opérés par Sarkozy. Alors que la majorité absolue est à 289 sièges, selon *Le Monde*, «l'accord entre le PS et ses partenaires ne lui permet donc d'envisager, même dans l'hypothèse haute, qu'environ 265 sièges pour lui-même. [...] Même si le PS et le PRG reconduisaient un groupe commun, il leur faudrait, au minimum, s'appuyer sur EÉLV pour obtenir la majorité.»²

Or, vu les conditions de l'élection de Hollande, «l'hypothèse haute» n'est pas garantie. De plus, on sait que les écologistes sont des alliés peu fiables, ce qui est encore plus à risque lorsqu'on a en tête ce que la crise capitaliste pourrait bien exiger. Problème identique en ce qui concerne le FdG : impossible d'imaginer que ses députés endossent l'intégralité de la politique

annoncée par Hollande – ce serait un suicide politique.

Dans ce contexte, l'annonce par Bayrou de son vote pour le candidat du PS a évidemment été une divine surprise pour le camp Hollande...

L'OUVERTURE AU CENTRE

La question des rapports entre social-démocratie et droite (dite) civilisée est un vieux serpent de mer de la social-démocratie. Déjà en son temps, Mitterrand avait tenté une «ouverture» qui avait sombré dans le ridicule faute de partenaires crédibles.

Lors de la campagne présidentielle de 2007, Ségolène Royal et son équipe avaient multiplié les appels du pied en direction du MoDem. Après tout, ce qui distingue la politique du PS de celle du MoDem sur le fond est faible, très faible. Mais à cette époque, Bayrou avait rejeté ces offres qui n'auraient pu que le discréditer au sein de l'électorat de droite.

Le 3 mai, la droitisation extrême du candidat Sarkozy a mené le leader du Modem à annoncer qu'il voterait pour le candidat socialiste. Pour Hollande, cela pourrait permettre au futur gouvernement social-libéral d'élargir ses appuis et de ne pas être à la merci de ce que peuvent ou non endosser les dirigeants du FdG ou d'EÉLV.

Car selon Bayrou lui-même, cette position va bien plus loin que le second tour de la présidentielle :

«Je suis certain que le jour venu, il faudra aussi qu'une partie de la droite républicaine soit associée à ce qu'il va falloir faire pour que la France s'en sorte. Par mon choix, je rends possible pour la première fois depuis longtemps cette union nationale, la vraie mobilisation des Français au service de la France.»³

C'est bien à l'esquisse de la constitution d'un axe PS-MoDem qu'on assiste. Se concrétisera-t-il ? Cela dépendra notamment des forces dont disposera Bayrou au Parlement après le vote de juin (elles sont actuellement négligeables). On peut d'ailleurs parier que la direction socialiste fera ce qui lui est possible pour que le MoDem dispose de forces parlementaires un peu plus conséquentes.

PAS D'ÉTAT DE GRÂCE

Les résultats électoraux du 6 mai ne peuvent pas faire illusion. C'est le représentant d'un parti très affaibli qui accède au pouvoir. Qui plus est, le rapport entre l'appareil socialiste et le monde du travail est des plus distendus : on a bien plus voté contre Sarkozy que pour Hollande. Le bilan de la Grèce, de l'Espagne, etc., marque les consciences et il n'y aura pas d'état de grâce.

Dès les semaines qui viennent, il reviendra au NPA de tracer la voie d'une politique alternative de gauche, ce qui implique de s'opposer à la politique que le candidat Hollande a esquissée durant sa campagne et qui ne peut que mener à «l'austérité de gauche». Notre perspective demeure celle d'un gouvernement menant une politique de rupture avec l'économie de profit, car il n'existe pas d'autre moyen de préserver les acquis et d'arracher les revendications urgentes. □

1. Les Échos, 17 avril 2012.

2. «S'il est élu, François Hollande aura besoin d'alliés», *Le Monde*, 14 avril 2012.

3. François Bayrou, déclaration du 3 mai 2012.

Après la défaite, l'UMP

Pour chacun des deux grands « partis de gouvernement », une défaite à l'élection majeure de la V^e République représente toujours un facteur de crise. Cette fois, les résultats du 22 avril et du 6 mai, combinés au contenu de la campagne de Sarkozy, aboutissent à un cocktail particulièrement détonant.

Jean-François Copé, considère au contraire que la dite « stratégie de droitisation » a payé, que la droite est passée près de la victoire et qu'avec un autre discours électoral, Sarkozy aurait subi une défaite beaucoup plus nette. Après tout, 50% des électeurs du FN se sont reportés sur lui au second tour (il en eut fallu 70%...) sans que cela ait repoussé massivement les électeurs du MoDem, qui se sont montrés assez peu sensibles à la prise de position de leur candidat en faveur de Hollande.

Le même type de division se manifeste quant à l'interprétation des scores du premier tour. Pour les uns, la droite a fait l'erreur de légitimer le discours du FN et les électeurs qui en ont été convaincus ont (selon le mot fameux de Le Pen père)

préféré l'original à la copie. Pour les autres, le résultat de Marine Le Pen aurait été encore plus important si Sarkozy n'avait pas bloqué sa progression en reprenant nombre de ses thématiques.

LA CRISE VA S'APPROFONDIR

En réalité, après ce score de 48,4% qui, en même temps, a scellé la défaite et dépassé tout ce que les sondages avaient promis pendant des mois, aucune « preuve des faits » ne peut être apportée à l'appui d'aucune des deux thèses. Lesquelles vont donc, nécessairement, continuer à s'affronter.

Mais cette opposition que l'on pourrait dire politique se double aussi d'une lutte de cliques et de clans, principalement (mais pas uniquement) entre « copéistes »

La tonalité ultra droite de la campagne de Sarkozy, sa drague éhontée des électeurs du FN, le malaise qui en a résulté dans une partie de la droite ont été largement commentés au cours de la campagne¹. Il faut insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un positionnement purement ou uniquement « opportuniste », mais d'une ligne politique suivie avec constance depuis au moins le 30 juillet 2010, date du tristement célèbre discours de Grenoble stigmatisant les Roms, et plus généralement les immigrés, et revendiquant une politique sécuritaire exacerbée.

DES DIVERGENCES POLITIQUES ET D'INTERPRÉTATION

À demi-mots, des dirigeants de premier plan de l'UMP, tels que Raffarin et Fillon, ont à plusieurs reprises pris des distances. Des seconds couteaux ont été beaucoup plus explicites. Le député des Yvelines, Étienne Pinte, a ainsi parlé de « *faute contre l'éthique républicaine et la morale chrétienne* ». La sénatrice et ex-ministre Chantal Jouanno, pour laquelle Sarkozy a « *validé les mots et l'agenda du FN* », estime que « *si nous avons fait campagne sur les thèmes essentiels – l'économie, le redressement financier, les déficits, la compétitivité – nous aurions pu convaincre les Français.* »

Mais cette analyse est loin d'être unanimement partagée. Le secteur regroupé autour du secrétaire général de l'UMP,

© DR



divisée et sous pression

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

et «fillonistes». Déjà, leurs troupes s'affrontent quotidiennement à Paris. Le retrait de la vie politique (peut-être temporaire, mais pour l'instant réel) annoncé par Sarkozy ajoute une dimension de crise de *leadership*. L'UMP est une formation verticaliste, absolument non démocratique, dont la vocation est de s'organiser autour d'un «chef». À l'origine, son sigle signifiait d'ailleurs «Union pour la majorité présidentielle». Or le chef incontesté vient de faire ses adieux. Il y a tout à parier que dès les législatives passées, la lutte pour le pouvoir et le contrôle de l'appareil, avec en point de mire 2017, deviendra féroce. Jusque-là, les dirigeants de la droite s'efforceront de jouer l'unité et le rassemblement. C'est une direction «collégiale», ont-ils

affirmé, qui mènera la bataille des législatives. Parallèlement est annoncée une réforme des statuts qui permettrait désormais l'organisation interne de «mouvements», c'est-à-dire de tendances ou courants. De même est évoquée la perspective de l'organisation, avant 2017, de «primaires» sur le modèle adopté par le PS. Mais le chemin vers une éventuelle transformation en un parti de droite «moderne», plus «normal», donc rompant aussi avec ce qui restait, sur le plan de l'organisation, de la symbolique gaulliste, s'annonce tout sauf simple.

Et les tendances centrifuges ne cessent de se manifester. Ainsi la députée-maire de Montauban, Brigitte Barèges, membre de la Droite populaire réputée pour ses discours ultra réactionnaires, vient-elle de déclarer que cette composante de l'UMP n'écartait pas la possibilité de s'en séparer pour se constituer en parti. «Avec la Droite populaire, on a eu ce débat entre nous, pour savoir si on créait un parti [...] Pour l'instant, la majorité [de la Droite populaire] se range au principe que tant qu'il y a des législatives, on reste tous ensemble, on essaie de gagner, et on verra après [...] Après, on verra. On se comptera et, en fonction du nombre qu'on représentera, peut-être on pourra parler de la façon dont on fonctionne» (Le Monde, 9 mai).

SOUS LA PRESSION DU FN

Même si la règle édictée pour ces législatives, aucun accord avec le FN et renvoi dos-à-dos de ce dernier et de la gauche, sera probablement respectée (on comptera les exceptions qui seront présentées comme autant de «bavures»), la question d'une réorganisation globale de la droite et de l'extrême droite se posera dès la fin du mois de juin. Dans ce cadre, la Droite populaire pourrait évidemment jouer un rôle de passerelle avec le parti lepéniste.

Beaucoup dépendra sans doute du résultat du «troisième tour» électoral. Si dans le cadre de triangulaires avec le Front national et le PS (ou ses alliés), de nombreux députés sortants de l'UMP se retrouvaient battus, les forces poussant dans le sens de l'éclatement s'accroîtraient grandement.

Cependant la pression du FN est d'ores et déjà très forte et, ce qui est le plus grave,

elle s'exerce aussi et peut-être d'abord «à la base». La principale conséquence de la ligne Buisson-Sarkozy est le décloisonnement qui s'est opéré entre de très larges parties des électors respectifs de la droite et de l'extrême droite. Selon une enquête Ipsos réalisée le 6 mai pour *Le Monde*, 70% des électeurs de l'UMP et 68% de ceux du FN se déclaraient favorables à des désistements réciproques aux élections législatives. Un sondage Viaoice publié le 9 mai par *Libération* donne des résultats sensiblement différents: 46% des électeurs de l'UMP et 80% de ceux du FN seraient de cette opinion. Mais dans les deux cas, l'élément notable est qu'il s'agit de chiffres très élevés.

Comme le signalait Gérard Courtois, l'analyste du *Monde* (dans son édition datée du 8 mai) commentant la première de ces enquêtes: «Ces chiffres saisissants démontrent, en tout cas, que la pression sera très forte, à la base, pour rompre les digues qui séparent, depuis trente ans, la droite parlementaire de l'extrême droite. Si elles sont maintenues, l'UMP risque d'être laminée; si elles sautent, elle est menacée d'implosion. Dans les deux cas, Marine Le Pen en tirera bénéfice.» □

1. Voir notamment, dans *Tout est à nous!* l'hebdo, «Nicolas Le Pen» (22 mars), «En échec, Sarkozy drague l'extrême droite» (26 avril), «La droite entre espoir fou et malaise» (3 mai).

Front national Une progression annoncée,

En nombre de voix, l'extrême droite progresse. C'est un des dangers de l'heure. Pour le contrer, les prétentions morales seront de piètres remparts, alors que la politique concrète de la gauche au pouvoir se soumettra à la puissance de l'argent, du capital. C'est pourquoi nous avons besoin d'un parti anticapitaliste, comme d'un mouvement ouvrier capables de s'opposer à l'austérité d'où qu'elle vienne.

Marine Le Pen n'a pas été au second tour, ni dépassé les 20%, mais elle a cependant cumulé 6,4 millions de voix, soit 17,90% des suffrages. C'est une des données importantes des rapports de forces politiques qui se sont dessinés les 22 avril et 6 mai, et cela va peser lors des législatives, comme par la suite. En 2002, Le Pen et Megret réalisaient 19,20% soit 5,48 millions de voix, sachant que se présentait aussi CPNT (les « chasseurs »), dont une partie de l'électorat est proche de l'extrême droite, qui réalisait 4,23%. Marine Le Pen perd donc 1,3 point mais, la participation étant plus forte, elle progresse de 900 000 voix.

Derrière ces chiffres, il y a des évolutions notables. En effet, le FN recule fortement dans les grandes villes et les banlieues ouvrières, où il est même souvent derrière le Front de Gauche. Il chute de plus de cinq points à Lyon, Toulouse, Montpellier et Nice, et de quatre points à Lille, Paris et Marseille. Dans dix grandes villes sur quinze, le FdG est devant le FN. Dans cinq villes de banlieue aux quartiers dits chauds (Grigny, Vaulx-en-Velin, Saint-Denis, la Courneuve et Aubervilliers), l'extrême droite passe de 20,63% en 2002 à 11,88%. Le FN ne progresse pas vraiment dans ses bastions de l'Est, qui vont du Gard à la Moselle, par contre il passe de 10 à 15% dans les départements ruraux de l'Ouest (Dordogne, Cantal, Landes, Charente...).

Sarkozy perd 1,69 million de voix, par rapport à 2007, tout en bénéficiant d'une partie des 3,5 millions d'électeurs perdus par Bayrou. Les gains de Marine Le Pen viennent principalement de cet électorat de droite. Sa stratégie visant à rompre l'ostracisme dont son parti était l'objet a fonctionné. Et cela, au moment où l'échec de Sarkozy comme de sa politique visant à flatter les préjugés

d'extrême droite tout en faisant du pied à Bayrou laisse la droite affaiblie et divisée. Capitulation à gauche, démagogie à droite. Les mécanismes politiques qui ont abouti à cette situation ont pour ressort les capitulations et impuissances de la gauche ainsi que la démagogie populiste de la droite, amplifiées par les pressions de la crise. Il y a là les composantes essentielles d'une crise politique latente, du fait du discrédit du système que Marine Le Pen qualifie d'UMPS. La crise use rapidement les équipes au pouvoir, elle accentue les contradictions entre les discours et les actes, met à nu les mensonges des hommes politiques ressentis comme autant d'agressions méprisantes par les travailleurs, les classes populaires. Cette logique s'est mise en place dans la foulée du premier septennat de François Mitterrand, quand la droite et la gauche cohabitaient dans la gestion des affaires. Elle s'est poursuivie avant que la crise ne vienne renvoyer dos à dos la politique de la gauche et de la droite, l'une et l'autre soumise, à travers l'Europe, à la défense des intérêts des groupes financiers et industriels contre les peuples. La démoralisation du monde du travail, frappé de plein fouet par la précarisation, le chômage, la dégradation des conditions de vie et de travail, l'insécurité sociale généralisée, a créé le terreau sur lequel ont germé les préjugés réactionnaires. Cela, d'autant plus que la droite tentait de préserver son influence sur une partie de son électorat en jouant la même sinistre musique démagogique, aidant ainsi le FN.

La gauche est restée tétanisée, incapable de réagir, d'offrir une perspective, parce que soumise à l'ordre établi, à la volonté des puissants. Sa victoire ne contrecarre pas cette évolution car elle est le résultat du rejet de Sarkozy, non d'une politique ras-

semblant les classes populaires dans une perspective de remise en cause de la dictature de la finance. Elle laisse le champ libre à Marine Le Pen, à sa politique qui dévoile le mécontentement social sur le terrain du nationalisme, du chauvinisme et du racisme.

Ceci dit, l'évolution même des résultats du FN, la dynamique à gauche qui s'est exprimée surtout autour du Front de Gauche, mais à laquelle ont participé aussi les campagnes de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud, illustrent l'instabilité de la situation comme les enjeux des luttes sociales et politiques à venir. Rien n'est joué. Certes, les évolutions politiques dont témoignent ces élections s'inscrivent dans des processus qui se déroulent au niveau de nombreux pays d'Europe, avec l'émergence de partis populistes de droite extrême ou d'extrême droite, voire parfois de formations réellement fascistes, utilisant la violence physique contre le mouvement ouvrier. Mais il n'y a là aucun automatisme. La suite dépend de la capacité du mouvement ouvrier, tant syndical que politique, à reprendre l'initiative en s'affirmant comme une force d'opposition aux politiques d'austérité, y compris contre la gauche libérale.

«LA CHEF DE L'OPPOSITION, C'EST MOI»

Marine Le Pen veut créer un nouveau parti dont elle serait l'axe, un parti de droite extrême, nationaliste et chauvine, anti-immigrés, hostile à l'Europe et misant sur son effondrement, rassemblant le FN et une partie de l'UMP. Elle a évoqué le 1^{er} Mai le début d'un «combat historique» pour «le grand parti du rassemblement national». Prochaine étape: les législatives de juin, à l'occasion desquelles elle souhaite voir «entrer massivement à l'Assemblée nationale des députés du Rassemblement bleu marine».

Le 22 avril, le FN a dépassé 12,5% des inscrits – le seuil pour se maintenir au second tour des législatives – dans 353 circonscriptions sur 577. Même si ses scores diminuent, il a une forte capacité de nuisance pour l'UMP. De là à obtenir des députés, c'est une autre affaire. Quoi

un danger à combattre

PAR YVAN LEMAITRE

qu'il en soit, la situation créée à l'issue de la présidentielle constitue un sérieux avertissement. Il est clair que l'influence de l'extrême droite, sa capacité à trouver une place dans le jeu institutionnel, comme dans toute la vie du pays, représentent un terrible danger pour le monde du travail. Elles traduisent une dégradation du rapport de forces en faveur des classes dominantes. Il n'y a nul besoin de crier au fascisme pour le comprendre, au moment même où le dirigeant de la BCE, Mario Draghi, lie les possibilités de croissance à la remise en cause des derniers acquis du droit du travail, plaidant pour une précarisation généralisée.

FACE À LA MENACE DU FN, LA CONTRE-OFFENSIVE NÉCESSAIRE

Ces élections constituent une mise en garde. La gauche au pouvoir se pliera aux besoins des marchés, des banques. François Hollande s'est engagé à honorer la dette illégitime et injuste... Ses discours « humanistes », comme ceux sur l'égalité et la justice, ne l'empêcheront en rien de défendre l'identité nationale ou de s'opposer à l'immigration.

L'enjeu de la bataille sociale et politique qui s'ouvre est de ne pas abandonner le terrain à l'extrême droite, de construire contre elle, mais aussi contre le gouvernement libéral, une force d'opposition à gauche ; une force

qui lutte pour unir le monde du travail et la jeunesse, pour défendre leurs droits, pour faire vivre au quotidien, dans les quartiers et sur les lieux de travail, la solidarité entre tous les exploités quelles que soient leurs origines, pour combattre le racisme ; une force qui situe son combat au niveau de toute l'Europe, contre tous les replis nationalistes et chauvins. La tâche est d'unir le monde du travail et ses organisations contre toute politique d'austérité, pour en finir avec la dictature des groupes financiers et industriels. □

© Legayo / 1^{er} Mai 2012.
Paris.
2 500 manifestants à
l'appel de FN et du Siel



Front de Gauche

Un des événements marquants de la campagne présidentielle 2012 a été la campagne du Front de Gauche et de Jean-Luc Mélenchon : des dizaines de milliers de participants aux meetings, une place importante dans le débat politique et 11,10 % des suffrages, un score notable. Si à cette étape, le Front de Gauche ne s'apprête pas à participer au gouvernement, sa politique à l'égard d'un gouvernement de gauche qui entend appliquer la rigueur reste en suspens. Sera-t-il prêt à s'y opposer ? C'est ce que lui propose le NPA, ainsi qu'au reste de la gauche radicale.

Les dirigeants du Front de Gauche espéraient des résultats au-delà des 15% et, surtout, une troisième place devant Marine Le Pen. Mais, passant de 5% des voix qui leur étaient accordées par les sondages en début de campagne à 11%, ils ont réussi à dominer l'espace de «la gauche radicale» et à marginaliser la gauche révolutionnaire.

UNE RÉELLE DYNAMIQUE

Au cours de cette campagne, on a assisté à la reconstruction d'une force politique réformiste de gauche, à influence de masse. Elle résulte de plusieurs facteurs :

- a) Une situation, marquée par des défaites sociales, qui favorise l'aspiration et l'illusion que «ce qui est bloqué par la lutte peut se débloquer par l'élection».
- b) La remobilisation des forces du Parti communiste (de même qu'au Portugal, en Espagne ou en Grèce), s'appuyant sur le fait qu'il n'a pas siégé au gouvernement depuis quelques années et a préservé des positions d'appareil dans les institutions et les organisations syndicales.
- c) Une bonne campagne du candidat Mélenchon. Défendant des objectifs radicaux, tels que les 1 700 euros pour le salaire minimum ou la défense du service public, il a renoué dans ses discours avec l'imaginaire révolutionnaire des textes de Victor Hugo et avec les heures glorieuses du mouvement ouvrier. Cette alchimie a entraîné une dynamique politique au-delà des partis du Front de Gauche. Campagne d'autant plus remarquée qu'elle venait en contrepoint de celle de François Hollande, particulièrement terne (c'est un euphémisme).

AMBIGUÏTÉS ET CONTRADICTIONS

Cette bonne campagne de Mélenchon a pourtant été lourde d'ambiguïtés et de contradictions, qui ont justifié une campagne indépendante du NPA. Le NPA et le Front de Gauche partagent des positions communes sur les revendications sociales (salaires, emploi, défense du service

public) et démocratiques (proportionnelle ou défense des droits des immigrés). Les deux organisations se sont retrouvées pour s'opposer au Front national. En revanche, d'autres points les divisent profondément : sur le nucléaire par exemple, un désaccord majeur sépare le NPA de la direction du PCF, que de nombreux liens attachent à l'industrie nucléaire française.

Nous partageons des objectifs communs et la dynamique autour de la campagne du Front de Gauche ouvre de nouvelles possibilités politiques pour leur réalisation. Pourtant, sitôt qu'il s'agit d'engager une lutte sérieuse et d'obtenir la mise en œuvre de nos revendications, la direction du PCF et Jean-Luc Mélenchon s'évertuent à contourner la difficulté, à refuser la confrontation avec le pouvoir des capitalistes. Ils dénoncent la finance, pas la propriété capitaliste. Ils exigent un pôle bancaire public mais refusent l'expropriation des banques et leur nationalisation sous contrôle social, préférant laisser agir la concurrence entre banques privées et secteur public. Ils dénoncent le scandale de la dette mais refusent son annulation. Jean-Luc Mélenchon propose un remboursement de cette dette sur plusieurs années, en équilibrant les sacrifices entre les capitalistes et les classes populaires. Là encore, il faut être conséquent. Si nous participons à une campagne pour un audit citoyen, c'est pour préparer le terrain à l'annulation de la dette, et non pas son remboursement progressif. Le dirigeant du Front de Gauche évoque la «planification écologique», mais sans indiquer les moyens stratégiques nécessaires à cette planification, en particulier la socialisation des secteurs clés de l'économie : transports, énergie.

Sur le plan politique et historique, l'orientation réformiste de la direction du Front de Gauche s'accompagne des positions «républicaines» de Mélenchon. Non pas celle des communards, qui opposaient la République sociale aux classes bourgeoises, mais celle des républicains qui fusionnent

dans leur défense de la République les mots «nation», «République» et «État». Cette conception subordonne la «révolution citoyenne» ou «révolution par les urnes» au respect des institutions de l'État des classes dominantes. Mélenchon évoque volontiers l'impérialisme américain, mais pas l'impérialisme français. Lors de la campagne présidentielle, il réaffirmait dans les *Cahiers de la revue de la Défense nationale* qu'«en l'état actuel, la dissuasion nucléaire demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection».

Loin d'être des questions de détail, ces conceptions sont des pièces maîtresses de la politique de Jean-Luc Mélenchon qui fera tout pour canaliser, subordonner, rendre compatibles les mouvements de masse avec les institutions de la République. Ces questions deviennent même décisives lorsqu'il s'agit de stratégie, ou de délimiter les contours d'un parti ou d'un mouvement politique.

QUELLE POLITIQUE VIS-À-VIS DU FRONT DE GAUCHE ?

Pour déterminer une politique à l'égard du Front de Gauche, il faut prendre en compte l'ensemble de ces éléments : la dynamique, mais aussi le projet ; la mobilisation, mais aussi le programme politique d'ensemble ; le regain militant mais aussi la politique des dirigeants.

Des dizaines de milliers de militants, des centaines de milliers d'électeurs ont chargé d'un contenu radical, social, démocratique, leur vote ou leur participation aux initiatives du Front de Gauche. Pour eux, il s'agit ainsi de rejeter l'austérité de droite mais aussi l'austérité de gauche en se mobilisant ensemble sur des revendications vitales, telles que les 1 700 euros, l'interdiction des licenciements, la défense des services publics, la titularisation des précaires dans la fonction publique, la défense des sans-papiers. Pour notre part, nous pensons qu'il faut aller plus loin que la seule unité d'action ponctuelle. Face à l'austérité que

et maintenant?

PAR FRANÇOIS SABADO

nous prépare un gouvernement Hollande, nous proposons au Front de Gauche, ainsi qu'à d'autres (LO, les Alternatifs), la construction d'une opposition unitaire au gouvernement. Le NPA y est prêt. Et le Front de gauche? Cette bataille est décisive pour ne pas laisser au Front national le drapeau de l'opposition. C'est ce qui doit nous conduire au dialogue, à l'action commune avec les militants et les sympathisants du Front de Gauche.

Dans le même temps, il ne nous faut pas oublier que le Front de Gauche est une construction politique, dirigée par le PCF et Mélenchon et non un simple front unique. Ce n'est pas un parti, mais c'est déjà un mouvement politique.

Cela ne signifie pas que tout est écrit. Il semble qu'à cette étape, les dirigeants du Front de Gauche n'envisagent pas de participer au gouvernement. Se fixant pour but «la prise du pouvoir, de tout le pouvoir dans

dir ans», Mélenchon écarte la participation à un gouvernement qu'il ne dirigerait pas. Les contraintes de la crise sont telles que le PCF semble choisir une formule de «soutien sans participation», déjà utilisée par le passé. Des tensions peuvent surgir entre la direction du PCF et Mélenchon. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a pour objectif de «faire élire une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, avec le maximum de députés du Front de Gauche» lors des élections législatives. Une majorité de gauche avec le PS? Que feront les députés du FdG quand il faudra voter le budget du gouvernement de Hollande? Ce que les conseillers régionaux du FdG font déjà, dans presque toutes les régions, en s'alignant sur le PS? Bien des questions restent ouvertes. Pour permettre des actions communes, elles exigeront de notre part une tactique politique appropriée. Aucune des hypothèses envisagées à cette étape par le Front de Gauche ne remet en

cause son projet réformiste. Du coup, à l'heure où des appels se font jour pour rejoindre le FdG, y compris au sein du NPA, nous pensons au contraire que le rassemblement des anticapitalistes ne peut dépendre des aléas tactiques des évolutions du FdG. Intégrer le Front de Gauche, c'est accepter la direction du PCF et de Mélenchon. Peser sur la scène politique, stimuler l'action unitaire et garder toutes les possibilités de critique, voilà qui exige un NPA indépendant du Front de Gauche. Le rassemblement indépendant des anticapitalistes ne relève pas de choix tactiques. Il s'agit d'une option stratégique qui maintient la continuité historique du courant révolutionnaire. Un double défi se pose désormais au NPA: relancer sa construction et déployer une politique unitaire, en particulier vis-à-vis du Front de Gauche. □

© Photothèque Mouvement Social/DR



EÉLV, ou la vanité de l'écologie institutionnelle

PAR CLAUDE KAISER

La campagne menée par EÉLV et Eva Joly a été désespérante à plus d'un titre pour les écologistes réformateurs sincères. Pour les anticapitalistes, elle a constitué une illustration éclatante de la vanité de la démarche institutionnelle des partis de gauche depuis des décennies.

Cela n'avait pourtant pas si mal commencé avec des primaires surprenantes qui, au lieu d'adouber le très médiatique écologiste droitier Nicolas Hulot, ont vu les militants choisir l'honnête Eva Joly qui pouvait représenter une certaine idée de « faire de la politique autrement » (lutte contre la corruption, incarnation d'une certaine fermeté). Bien sûr, Stéphane Lhomme, le seul qui prônait la sortie du nucléaire en dix ans, à l'instar du NPA, n'avait pas été écouté. Bien sûr, on n'attendait pas de ce parti de centre gauche une quelconque critique de la société capitaliste. Mais avec Eva Joly, on pouvait peut-être espérer un positionnement un peu plus radical qu'à l'accoutumée. Il n'en a rien été.

LA COULEUVRE DE L'ACCORD AVEC LE PS

Le prélude de cette campagne a été marqué par l'accouchement dans la douleur

du fameux accord PS-EÉLV, gigantesque couleuvre que les militants écolos ont dû avaler après avoir fait confiance à leurs dirigeants qui montraient pourtant leurs muscles quelques jours auparavant.

En échange de strapontins législatifs (une trentaine de sièges gagnables), les dirigeants EÉLV ont pour ainsi dire tout accepté, c'est-à-dire qu'il n'y ait rien dans l'accord à part des phrases ronflantes et des orientations générales que l'ensemble de la classe politique dit pourtant partager.

Aucun engagement chiffré bien sûr, à l'exception du nucléaire civil, avec une promesse de réduire sa part de 75% à 50% à l'horizon 2025. Exit la sortie du nucléaire même lointaine, comme le demandaient piteusement les écologistes, exit l'arrêt de l'EPR de Flamanville. Fukushima et l'horreur mondiale suscitée par la catastrophe n'y ont rien fait: les tractations politiques ont à nouveau emporté sur la morale et l'intérêt général.

La soumission aux lobbies a elle aussi été entérinée à cette occasion, et de quelle manière! Le seul point positif de l'accord, la reconversion de la filière MOX, a été immédiatement rectifié après un simple coup de fil d'Areva aux dirigeants socialistes qui s'étaient laissé piéger sur ce point. Cet épisode a révélé au grand jour le peu d'autonomie décisionnelle dont disposent les politiciens qui acceptent le cadre capitaliste.

Du coup, l'électorat écologiste potentiel a été quelque peu échaudé par cette capitulation électoraliste et des dissensions internes au parti se sont faites jour; d'un côté, les libéraux ou modérés qui, comme Cohn Bendit, considéraient déjà d'un mauvais œil la candidature d'Eva Joly, ont poussé en interne pour son retrait au profit de François Hollande; de l'autre, les plus radicaux ont hurlé au scandale et à la capitulation.

Eva Joly, d'abord silencieuse, a encore dû manger son chapeau quelques jours plus

tard, lorsque l'équipe de campagne de François Hollande a révélé que seule la centrale de Fessenheim serait fermée pendant la mandature et, au-delà, jusqu'en 2020. Le calcul était vite fait: moins 1,8 gigawatt (GW) pour Fessenheim et plus 1,6 GW pour l'EPR de Flamanville, soit 0,2 GW en moins jusqu'en 2020 alors qu'il aurait fallu supprimer 20 GW pour respecter l'accord. Bref, François Hollande s'asseyait superbement sur les termes de l'accord, tout en continuant à affirmer qu'il le respecterait.

EVA JOLY RENTRE DANS LE RANG

Ulcérée, Eva Joly a alors tenté de faire pression et a refusé de dire qu'elle appellerait à voter Hollande au second tour. Sanctionnée immédiatement par la démission de son directeur de campagne et recadrée par les chefs du parti, l'intransigente Eva Joly a dû rentrer dans le rang.

Dès lors, sa campagne ne s'en est pas remise: contestée au sein de sa propre formation, fragilisée par les échecs stratégiques de son parti, elle ne parvint pas à redresser la barre.

Une note décevante supplémentaire en fin de campagne: attaquée sur son accent et son manque de « francitude » dans cette campagne aux relents et au dénouement nauséabonds, Eva Joly a comme les autres cédé à la pression nationaliste avec ses clips de campagne intitulés « *Ma France* » et ses envolées finales « *Vive la République, vive la France* », un niveau auquel EÉLV ne s'était jamais abaissé jusque là.

Comme on l'a largement vu par le passé, « *ne pas rester seul pour peser* » « *s'allier pour ne pas se cantonner dans la dénonciation stérile* », « *mettre les mains dans le cambouis* » ne sont malheureusement pas que des poncifs éculés dont on peut railler la naïveté. Ce sont également de formidables vecteurs de désillusions démobilisatrices pour les militants sincères. C'est une fois de plus ce que vient d'illustrer la campagne ratée d'EÉLV et d'Eva Joly. □

© Photothèque Rouge / JMB



Lutte ouvrière : une campagne ordinaire ?

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

Dans les propositions avancées comme par les difficultés rencontrées, il y aura eu de nombreux points communs entre notre campagne et celle de Lutte ouvrière. Des différences, aussi. Nous avons quoi qu'il en soit, les uns et les autres, intérêt à renouer un dialogue politique.

« **U**ne campagne ordinaire », c'est sans doute la première idée qui vient à l'esprit, à suivre la campagne et à lire l'intervention de Nathalie Artaud le soir du 1^{er} tour : *« Alors, camarades, nous sommes certes minoritaires, comme le sont habituellement les révolutionnaires dans les périodes de recul, mais notre politique, nos convictions, nos idéaux sont vus d'un bon œil parmi les nôtres et nous avons bon accueil. Nos idées correspondent aux nécessités vitales de millions de travailleurs. Tôt ou tard elles seront reprises par des millions de femmes et d'hommes décidés à ne plus subir. À nous de faire vivre ces idées ! »*

Les faire vivre, certes, mais comment ? Car ce qui a dominé est plutôt le sentiment de déjà vu, en particulier la répétition de formules générales et abstraites comme si l'essentiel était de donner une explication sur le communisme qui un jour c'est sûr servira à quelque chose, le jour où les masses voudront bien s'en emparer... Comme si l'extrême gauche ne pouvait que prendre date pour un avenir indéterminé.

Avec toujours la même certitude, ou le même prétexte qui sert à justifier le faible écho rencontré après les succès obtenus en 1995 et en 2002 : le « recul »... et la petite flamme que l'on transmet à contre-courant...

C'est une situation dont nous ne nous satisfaisons pas. Les militants révolutionnaires, anticapitalistes, communistes, sont suffisamment peu nombreux pour ne pas se payer le luxe de s'ignorer mutuellement, ou croire qu'ils pourront seuls dans leur coin répondre aux défis de la situation.

Nous avons au contraire tout intérêt à essayer de renouer le dialogue, bien au-delà de l'échange que nous avons à Presles chaque année, en essayant de comprendre ensemble les difficultés auxquelles nous sommes confrontés les uns et les autres.

Face à l'austérité promise par Hollande, il faut que l'extrême gauche puisse être à nouveau à l'offensive.

UNE CAMPAGNE POUR LES LUTTES

Des points communs il y en a, et c'est d'ailleurs la première caractéristique qui nous a rassemblés, avec un mot d'ordre quasi identique : nous ne paierons pas la crise des capitalistes. Et une même préoccupation : face à la droite et l'extrême droite, la nécessité d'opposer un programme pour les luttes, contre l'austérité d'où qu'elle vienne, sans la moindre illusion sur ce que fera le Parti socialiste une fois revenu aux affaires.

Un programme fortement arrimé autour de quelques revendications essentielles du monde du travail, sur les salaires ou les retraites, et bien sûr l'interdiction des licenciements. Une revendication qui part des préoccupations immédiates mais pose en même temps clairement la question de la propriété et de qui dirige. Où l'on retrouve quelques éléments clés d'une démarche transitoire qui défend la nécessité d'un contrôle de l'ensemble de la population sur l'économie.

Mais une démarche qui n'est pas non plus sans rencontrer quelques difficultés lorsqu'il s'agit de la formuler jusqu'au bout, de manière conséquente et compréhensible pour les millions de gens auxquels on s'adresse. Car changer la société, et donc appliquer notre programme, c'est aussi gouverner, même si nous ne voulons pas gouverner comme les partis institutionnels au service de la bourgeoisie.

C'est d'ailleurs une difficulté pas forcément bien surmontée par nous-mêmes à cette étape. Opposer le « candidat ouvrier » au monde des politiciens ne dit pas en positif ce que nous ferions et comment nous comptons y arriver. Mais c'est une difficulté qui a été encore une fois totalement évacuée par LO, qui ne dit pas ce qu'il y

a comme horizon au-delà des luttes et des résistances.

C'est d'autant plus ennuyeux que les réformistes à leur manière semblent offrir une réponse sur le terrain institutionnel. Il est vrai que les formules autour de l'Assemblée constituante et de la VI^e République ne sont pas non plus d'une grande clarté pour la plupart des gens. Mais elles existent.

Autre difficulté : le lien entre notre programme et notre intervention quotidienne dans les luttes puisque justement on explique que c'est totalement lié. Le NPA a tenté, y compris durant la campagne, de faire un certain nombre de propositions et d'interpellations pour faire converger les luttes et les résistances, sans attendre, en particulier contre les licenciements.

Mais sans réponses très encourageantes, y compris de LO qui semble préférer poser des jalons pour l'avenir (avec cette déclaration remarquable de Nathalie Artaud au Monde le 14 avril : *« À LO, nous sommes des passeurs, c'est ainsi que nous nous vivons [...] L'essentiel c'est de toujours lever haut le drapeau »*).

Il est vrai que de leur côté le Front de Gauche et Mélenchon se contentent de faire confiance aux syndicats, c'est-à-dire aux directions syndicales qui ont maintes fois trahi les luttes. Mais si les révolutionnaires se contentent de lever le drapeau pour plus tard, en quoi combattent-ils efficacement la politique des réformistes ici et maintenant ? C'est là sans doute où nous aurions bien besoin de débattre ensemble, militantEs de LO et du NPA, pour voir comment nous pourrions intervenir dans la situation actuelle.

UNE CANDIDATE COMMUNISTE

C'est l'autre slogan de la campagne de LO. Une « candidate communiste ». Pas

«trotskyste», comme on aurait pu s'y attendre, vu la propension de LO à expliquer depuis trois ans que c'est sa principale différence avec le NPA et qu'elle assume fièrement cette étiquette. Le détail n'est pas anodin. Face à l'OPA de Mélenchon sur le milieu communiste, celui du PCF, et les remous que cela a pu provoquer ici ou là, il y avait manifestement l'espoir de capter l'attention d'une partie de ce public.

Le plus révélateur est le contenu que donne LO à cette étiquette: en fait rien de plus que nous avons dit et défendu dans cette campagne, aussi bien dans notre matériel que dans nos interventions, en particulier la nécessité d'en finir avec le capitalisme et l'expropriation des grands groupes à commencer par les banques (avec la revendication immédiate d'un monopole bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population, revendication qui n'a de sens, il est vrai, qu'étroitement associée à l'heure actuelle à celle de l'annulation de la dette, étrangement ignorée par LO).

Pourtant, malgré cette convergence sur le fond, l'essentiel semblait être ailleurs: la mise en avant de l'étiquette en tant que telle, une façon de dire que LO est la «seule» organisation, avec la «seule» candidate. Ce qui ne trompe personne au bout du compte, et notamment pas celles et ceux qui votent anticapitaliste, c'est-à-dire LO ou NPA.

Il reste cependant quelques divergences qu'il faut ici expliciter et que nous assumons pleinement. En particulier sur l'écologie. Le sujet semble une fois de plus ignoré par LO, sinon à la marge, alors que cela devient un aspect majeur de la crise du capitalisme et une porte d'entrée des plus intéressantes pour discuter concrètement d'une autre société possible, en réhabilitant une idée aussi fondamentale que celle de la planification.

Concernant le nucléaire, il est faux d'affirmer que cela ne posera pas de problème sous le socialisme. Tout simplement parce qu'on a affaire à une industrie qui ne souffre aucune comparaison avec aucune autre. Peu importe que le risque d'un accident majeur soit très faible dans le cadre d'une société qui mettrait tous les atouts de son côté en matière de sécurité. Même infime, c'est ouvrir la porte à des conséquences incalculables et non maîtrisables. C'est ce paradoxe qui nous oblige à raisonner différemment sur cette question.

On ne peut terminer ce tour d'horizon bien rapide sans poser la question qui reste évidemment très tactique de la consigne de vote au deuxième tour. Un critère très simple devrait nous réunir: celui des luttes, de la manière dont les travailleurs et l'ensemble des classes populaires pouvaient ressentir une nouvelle victoire de Sarkozy. Nous n'avons aucune illusion et nous n'en propageons aucune sur la politique que Hollande appliquera une fois arrivé au pouvoir. Mais nous ne nous désolidarisons

pas de celles et ceux qui n'en peuvent plus de Sarkozy, avec souvent assez peu d'illusions sur Hollande.

Nathalie Artaud a choisi quant à elle de voter blanc à titre personnel, sans consigne de vote. En 2007, l'engagement en faveur de Ségolène Royal était pourtant assez explicite, sans qu'on comprenne bien la différence avec aujourd'hui.

ET MAINTENANT ?

Face à l'austérité que va appliquer le gouvernement Hollande, et face à une gauche réformatrice plus ou moins renaissante autour du Front de Gauche, nous avons à l'évidence deux impératifs: une politique de front unique audacieuse et offensive qui offre une issue immédiate aux problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière; et la construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire, dont les délimitations sont désormais beaucoup plus faciles à discuter face au projet du Front de Gauche. Les deux étant en réalité très liés, sans être du tout au même niveau.

Mais pour rassembler, et quel que soit le niveau visé, l'unité pour les luttes ou la construction d'un parti, on a besoin de tout le monde et on n'écarte personne a priori surtout lorsqu'on se réclame de la révolution et du communisme. La discussion reste donc ouverte plus que jamais avec les camarades de LO. □

© Photothèque Rouge /JMB



LA REVUE TOUT est à nous!

ENSEMBLE
Contre la...

ENSEMBLE
Contre la...



COMMENT FAIRE
 CONVERGER
 LES LUTTES CONTRE LES
 LICENCIEMENTS

Au printemps 2001, une tentative d'envergure à l'initiative des « P'tits LU »

PAR HUGUETTE CHEVIREAU

© DR

Cela fait onze ans. Le samedi 9 juin 2001, 20 000 manifestants défilait à Paris à l'appel de syndicats d'entreprises touchées par des plans de licenciements, à l'initiative de l'intersyndicale de l'usine Lu-Danone de Ris-Orangis, une de ces entreprises condamnées à la fermeture, pour cause de profits pas assez gargantuesques pour les actionnaires.

En tête de cortège, 4 000 ouvriers (dont de très nombreuses ouvrières !) d'une trentaine d'entreprises sous le coup d'un plan de licenciement. Ceux et celles des différents sites de chez Danone, bien sûr, mais, très remarquables, d'abord les ouvrières de chez Dim en Saône-et-Loire (venues à deux cars pleins et qui pour la plupart participaient pour la première fois de leur vie à une manifestation de cette envergure) puis ceux de l'entreprise de métallurgie de précision Howmett du Creusot, venus à trois cars, ainsi que toutes les autres délégations. Tous et toutes au coude à coude : les ouvriers, les stewards, pilotes et hôtesses de l'air de la compagnie AOM-Liberté en tenue exécutant sur plusieurs rangs leurs pas de danse, les ouvrières en blouse de travail ayant préparé leurs chansons...

Et la face cachée mais non moins importante de la manifestation, c'était la multitude de liens que sa préparation depuis quelques semaines avait exigés et permis. Des plus ténus aux plus solides. Entre militants syndicaux et politiques d'entreprises de différentes tendances. Un filet s'était mis en place, pour renouer les fils du tissu que les bureaucraties réformistes ont déchiré et qu'à ce jour, elles ne veulent pas renouer.

Derrière ces quelque 4 000 futurs licenciés, donc, suivaient près de 2 000 militants des syndicats SUD, aux alentours de 700 de la FSU, quelque 500 de la CNT, 4 000 à 5 000 du Parti communiste, autour de 4 000 de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, le reste étant amené par les diverses structures syndicales et associations appelantes (AC!, Comité des chômeurs CGT, Attac, sans oublier les 3 à 4 000 Basques avec leur syndicat LAB, qui ayant manifesté le matin pour la libération des prisonniers politiques avaient tous rejoint la manifestation).

Eh oui, une présence significative du PC... mais pas des confédérations, dont celle de la CGT, la grande absente ! Mais la présence remarquée par la presse de l'extrême gauche dans un contexte où elle hantait la gauche plurielle !

LE CONTEXTE

Politiquement, on est alors en pleine cohabitation, avec un gouvernement socialiste Jospin sous présidence Chirac, à un an des présidentielles de 2002. Socialement, le pays connaît différents mouvements sur les salaires. Dans le même temps, sévit une vague de licenciements et de



«restructurations» spectaculaire (*Le Monde et Libération* publient des cartes du pays recensant une bonne centaine de sites industriels touchés, dans tous les secteurs économiques). Mais personne ne parle de crise économique. Au contraire. Les profits explosent. Le plan de licenciements annoncé par la multinationale Danone (dont le PDG, Frank Riboud, était connu pour être un patron «de gauche», cherchant à se donner une image «sociale») avec la liquidation de sa branche biscuits et la fermeture de ses usines de Calais et de Ris-Orangis (à 40 km au sud de Paris, près d'Evry) soulève l'indignation : Danone fait des profits records, y compris sa branche biscuits. Le Parti communiste dénonce les «licenciements boursiers» (les restructurations qui font monter les cours en bourse au Cac 40).

Cette manifestation n'était pas la première réaction aux annonces de licenciements ou fermetures d'entreprises qui, depuis la fin mars 2001, dégringolaient en cascade. La plupart des entreprises touchées avaient quasiment toutes connu leurs coups de colère, leurs jours de grève ou leurs débrayages, leurs manifestations dans les villes et régions, ou devant les sièges sociaux, à Paris voire à Londres (pour Marks & Spencers). Chacune dans son coin, chacune à son rythme, chacune avec un retentissement fonction de sa taille. Les travailleurs des entreprises aux effectifs conséquents et aux sites nombreux pouvaient au moins faire parler d'eux, à défaut de l'emporter, plus facilement que ceux des petites entreprises qui fournissaient pourtant 85% des licenciés.

CHEZ LU-DANONE, 5 MOIS DE MOBILISATIONS PRÉALABLES

Début janvier 2001, Frank Riboud, le «patron social» du groupe Danone, annonce un plan de licenciements et la fermeture de dix sites dans la branche «biscuits». Des intersyndicales se forment dans toutes les usines Lu-Danone, et certaines se donnent comme objectif de coordonner aussi bien les initiatives locales que celles prises au niveau de l'ensemble du groupe. Les ouvriers de Calais occupent leur usine. Au cours de janvier, février et mars, à chaque fois un bon millier d'ouvriers, d'employés, d'agents de maîtrise et des cadres, venus des sites de la région parisienne et de province, manifestent devant le siège de Danone à Paris et ailleurs. Toutes ces actions se dou-



blent d'un ralentissement certain de l'activité. La proposition de la direction d'une prime d'incitation au travail de 400 francs n'obtient que rires et sarcasmes.

À RIS ORANGIS, LES «P'TITS LU» CRÈVENT LES ÉCRANS DES TÉLÉS

Depuis l'annonce du plan, les manifestations locales et au siège de Paris se sont succédées, avec une grève perlée d'une heure par équipe chaque jour (les militants préfèrent parler de «montées de colère», car la grève perlée est juridiquement illégale!) De fait, la production des biscuits tourne désormais au ralenti. C'est l'intersyndicale qui organise la mobilisation, à ce stade circonscrite au niveau local.

En fait, bien plus que la mobilisation réelle, relative, c'est l'impact médiatique qui va faire connaître les ouvriers de LU de tout le pays pendant plusieurs mois. La confrontation de quelques ouvriers de Ris-Orangis avec Jospin en visite à Évry (la gouaille de l'un d'eux et son sens de la répartie seront efficaces!) va passer sur toutes les télé le soir même. La presse dira ultérieurement que c'est cette entrevue qui fera perdre à Jospin la présidentielle de 2002. Dès lors, les différents camarades syndicalistes de Ris-Orangis passeront souvent à la télé. Tout le monde a les yeux tournés vers la mobilisation des «P'tits LU» contre les licenciements. Ce qui prime à ce moment-là, c'est le «boycott» des produits Danone.

À LA RECHERCHE DE PERSPECTIVES

En fait, il y a un décalage entre la popularité nationale des LU, l'indignation générale contre les licenciements de ces boîtes qui font des profits, et les seules initiatives circonscrites au niveau local ou au seul niveau du groupe que proposent les militants syndicalistes de Ris-Orangis ou Calais'. Mais la participation massive des LU de Ris-Orangis à la manifestation de Calais du 21 avril, à l'appel du Parti communiste, va donner de nouvelles idées.

La direction du Parti communiste choisit en effet de marquer une certaine différence avec la politique gouvernementale, pas pour se désolidariser du gouvernement, mais pour hausser le ton, et prend l'initiative de la manifestation à Calais (où le PCF est très implanté) pour soutenir les LU. Son succès – 10 000 manifestants, avec participation de la LCR, LO et les Verts – dépasse ses espérances. Problème: les directions syndicales n'ont pas répondu à l'appel, sous prétexte de ne pas être sous la coupe

des «politiques» et d'autonomie du mouvement social, dont même la direction de la CGT se faisait désormais championne.

APPEL À UNE RENCONTRE LE 3 MAI À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

Après discussion et décision en assemblée générale dès le retour de Calais et encouragés par le succès de la manif, les LU de Ris-Orangis ont choisi de prendre l'initiative d'inviter tous les travailleurs menacés, syndicats, partis et associations à une rencontre le 3 mai. Une rencontre organisée conjointement avec les équipes militantes d'AOM-Liberté et des magasins *Marks & Spencers*, également sous le coup de plans de licenciement. Forte participation à cette première réunion à la Bourse du travail à Paris. Présence des organisations d'extrême gauche, de SUD, de sections syndicales et diverses associations, mais également d'une représentante de la confédération CGT et du Parti communiste.

L'OBJECTIF

En prenant l'initiative d'un appel pour une manifestation nationale unitaire contre les licenciements, les LU de Ris-Orangis ont pour projet de rassembler les entreprises sous le coup d'un «plan social», et s'appuyant sur celles-ci, de convaincre d'autres travailleurs ainsi que le maximum d'organisations syndicales, politiques et associatives se réclamant du mouvement ouvrier ou de la gauche. Le but délibéré est que la pelote grossisse.

La sensibilité d'extrême gauche d'une partie de l'équipe intersyndicale de LU Ris-Orangis n'est pas pour rien dans les choix faits et approuvés par les travailleurs de l'entreprise. Tout d'abord, montrer clairement du doigt non seulement les patrons mais aussi le gouvernement. Les LU ont également tenu à mettre en avant une mesure radicale: l'interdiction des licenciements. Ils affirment leur volonté de rassembler tous les travailleurs et toutes les organisations syndicales et ouvrières, dont les organisations politiques.

LA MANIFESTATION DU 9 JUIN

La réussite de la manifestation du 9 juin dépendait des réponses de tous. De ce point de vue, même si cette manifestation a marqué un véritable pas en avant, elle n'a atteint que partiellement son but. Le vrai échec de la tentative a été l'incapacité à ébranler les principales confédérations syndicales, en particulier la CGT. On aurait pu et dû voir

au moins 100 000 personnes dans la rue. La confédération, après quelques hésitations au sein de l'appareil, a refusé d'appeler. Les confédérations FO et CFDT ont été tout aussi absentes. Pour ce qui est de la CFDT, seuls des syndicats ou des structures oppositionnelles ont appelé à manifester.

Le Parti communiste a développé une stratégie double face: dans le mouvement social et dans le gouvernement. Parallèlement à sa participation aux manifestations, il a voté la loi Guigou dite de «modernisation sociale», laquelle n'empêcherait pas un seul licenciement. Au mieux, les amendements du PC allongeraient les délais de palabres laissés aux comités d'entreprise et à une nouvelle espèce en voie de développement, le «médiateur». Mais le patron garde son droit souverain de licencier, Guigou le disait et le répétait.

LE BILAN

Cette manifestation de 20 000 personnes a été néanmoins significative. Cette idée du «tous ensemble» pour l'objectif très concret et réaliste d'interdiction des licenciements sous peine de mesures coercitives contre le patronat, faisait le lien entre les manifestants. Lors de la réunion unitaire du 22 juin qui a suivi, voici le bilan qu'en tirait le représentant des salariés de Lu:

«Pour ce qui est de la manifestation elle-même, c'est clair, nous sommes contents. Par son succès relatif d'abord. De 20 000 à 40 000, selon les chiffres annoncés, c'était en fait une des plus grosses manifestations de salariés de ces dernières années [...] C'est la première fois que sur une question comme les licenciements, où la lutte est difficile, défensive, on voit des salariés habituellement confinés dans une résistance locale, venir de tous les coins du pays manifester ensemble. C'est une première, et il ne faut surtout pas que ce soit une dernière... Mais il faut le constater, nous n'avons pas réussi à faire bouger les directions des principales confédérations [...] Il nous semble que Bernard Thibault, Nicole Notat, Marc Blondel ou Alain Deleu par exemple, aillent plus volontiers aux rendez-vous que leur fixe le gouvernement, qu'aux rendez-vous que leur donnent les salariés en lutte. Bon. C'est un constat.

Les syndicats d'entreprises, locaux et régionaux, ayant pris sur eux de répondre à l'appel, n'ont pas été assez nombreux pour exercer une pression suffisante pour





© DR

Les slogans de la manifestation du 9 juin 2001

« Les salariés de Lu en colère / Toutes et tous ensemble / Interdisons les licenciements », disait la banderole de LU Ris-Orangis.

Les ouvrières de l'entreprise avaient par ailleurs préparé plus d'une dizaine de slogans et chansons dont, entre autres :

« Interdiction, Interdiction / des licenciements / Les réactions vont s'unifier / C'est tous ensemble qu'on va gagner ! » ;

« Jospin si tu savais, Jospin si tu savais, ta politique où on s'la met ! Aucu..., aucu..., aucune hésitation... » ;

« Guigou, Guigou / Ton plan vaut pas un clou / Ton médiateur, nous on s'en fout / In-terdiction, des licenciements / Sinon, sinon, c'est la révolution » ;

« De Calais à Marnay / De Ris à Alençon / La colère monte, monte, monte ! / De Belfort à Paris, de Lille à Saint-Gaudens / De Marseille à Clermont / Ça ne peut plus durer ! / Tous ensemble, tous ensemble, ouais ! »...

Ainsi qu'une chanson sur l'air de « Nini peau d'chien » avec pour refrain :

« In-terdi-sons / Tous les plans de licenciements / Tous ensembl' on se mobilise / Y'a du pognon / Où ça ? Dans les actions / Où ça ? / Les bénéfices ! »

convaincre leurs confédérations. Pour les prochaines échéances, il nous faudra donc trouver dans les entreprises de tous les secteurs, suffisamment de relais militants pour inciter les confédérations à soutenir les mobilisations nécessaires [...] En tout cas, nous avons constaté que les salariés répondaient présents quand leurs organisations les appelaient à se mobiliser. Le frein ne vient pas d'en bas. C'est donc aux salariés, aux militants syndicaux, politiques et associatifs, conscients de l'urgence d'une riposte d'ensemble, de s'atteler à convaincre tout le monde de passer à l'acte. »

ÉPILOGUE

Lors de leur réunion de bilan de fin juin, les participants souhaitaient donner une suite à ce premier temps fort vers le Tous ensemble. Les salariés de LU de l'usine de Ris-Orangis continuaient à se mobiliser. Au sein de leur entreprise, ils multipliaient les arrêts de travail, quasi quotidiens certaines semaines (il faut dire que la direction accumulait l'exaspération des salariés en recourant abusivement au travail intérimaire ou à la sous-traitance, tout en essayant d'accélérer l'exécution de son plan social). Ils prirent également l'initiative d'une nouvelle réunion unitaire à la Bourse du travail de Paris le 8 septembre, afin d'envisager les suites à donner au 9 juin, vu l'accumulation des plans de licenciement au cours de l'été. 120 militants de diverses organisations participèrent, mais les

possibilités de mobilisation étaient moins évidentes.

Côté confédération CGT, le flou le plus total. Rien au niveau national. Les appareils syndicaux nationaux s'en tenaient, dans le meilleur des cas, aux seules mobilisations locales dispersées.

Le Parti communiste (qui avait contribué aux côtés de l'extrême gauche, des associations, de certaines unions départementales et de nombreuses sections d'entreprise au succès de la manifestation du 9 juin) semblait se satisfaire de son vote de la loi Guigou avec amendements des députés communistes, et très peu pressé de renouveler des initiatives mobilisatrices unitaires. Cela étant, les plans de licenciements s'accumulaient, plus que jamais. Du côté des grands appareils réformistes, c'était l'attentisme. Du côté des salariés, les résistances locales continuaient. Mais il existait bien des militants qui ressentaient, comme ceux de chez LU Danone, la nécessité de dépasser l'horizon local et de faire converger les mobilisations... Onze ans plus tard, cela reste l'urgence de l'heure. □

1. À l'usine de Calais (quelque 300 salariés concernés), la CGT et le PC sont très implantés (la municipalité est communiste).
2. En 2001, l'usine LU de Ris-Orangis (branche biscuit de Danone), comprend environ 450 ouvriers (et ouvrières qui représentent 45% de l'effectif) en production. Presque autant dans les bureaux (siège social de la branche LU). LO (puis la Fraction) y existe depuis plus de dix ans. La LCR, plus récemment. Au printemps 1995, une grève ouvrière victorieuse d'un mois sur les salaires, avec un comité de grève, instaure des pratiques démocratiques de lutte et resserre durablement les liens militants. Résultat : des militants et sympathisants d'extrême gauche dans les quatre syndicats ouvriers (FO, CGT, CFDT et même CFTC). Ce n'est pas un hasard si l'intersyndicale de 2001 restera très soudée... et prendra ses décisions en y faisant participer largement les ouvriers mobilisés.

« Élections, piège à cons ? » Que reste-t-il de la démocratie ?

PAR HENRI CLÉMENT

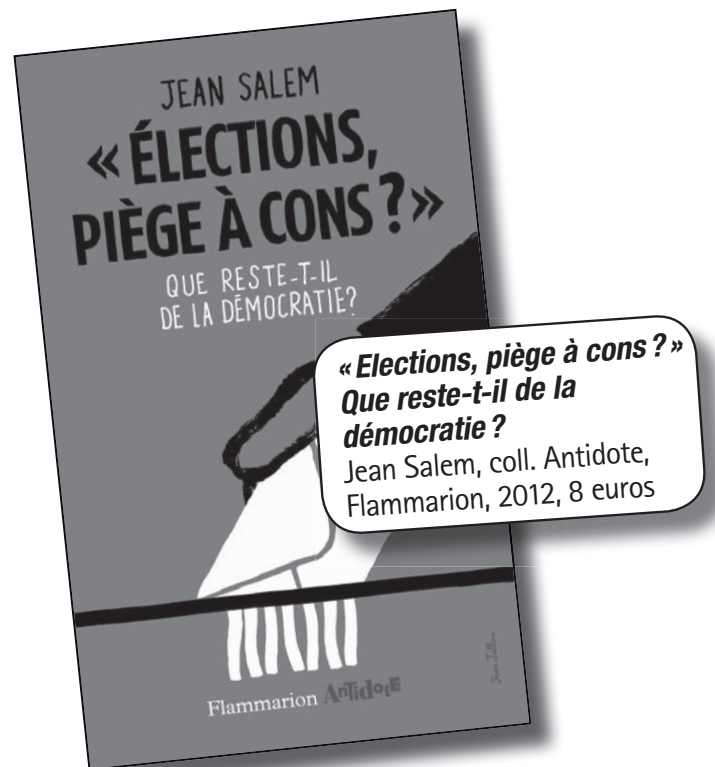
Dans cette période d'élections présidentielle et législatives, il n'est sans doute pas inutile de reposer la question de façon aussi provocante que le fait Jean Salem, en particulier dans le champ de la gauche radicale. Il rappelle d'ailleurs à juste titre que l'extrême gauche s'est ralliée tardivement à la règle électorale majoritaire, le « verdict des urnes ». Un verdict pourtant sujet à caution : « Car rien ne dit que la majorité a toujours raison. Surtout lorsque la majorité est aussi visiblement fabriquée qu'elle l'est aujourd'hui » (p.8). L'auteur développe l'ensemble de sa critique en trois chapitres aux titres évocateurs : « Le cirque électoral », « Le pouvoir confisqué » et « L'élection ininterrompue ». Il montre fort justement combien l'impératif démocratique est fort relatif, comme le peuple palestinien en a fait l'amère expérience en 2006. L'auteur n'évite pas toujours les raccourcis, et l'agencement de certains exemples est parfois bancal. Si nous sommes en accord avec une partie du diagnostic, de nombreux points font cependant débat. Dès l'introduction, Salem soulève la question d'un possible nouvel autoritarisme, qui signerait la fin des relations fructueuses entre capitalisme et démocratie. Il y a là une discussion d'importance, tant les logiques de contrôles et de police se renforcent (fichiers des honnêtes gens, restriction des libertés...). L'affaire du référendum en Grèce, décrié par tous les gouvernements européens ou presque, est un bon exemple de cette dynamique qui conduit à une réduction du champ

démocratique au profit d'experts, et traduit une nouvelle haine de la démocratie¹. Mais l'auteur se borne à l'évoquer, en dramatisant son propos (« une période qui sent l'avant-guerre »), sans pour autant étayer la réflexion. Cet aspect mériterait d'être traité à part entière. Autre point essentiel, les débats entre suffrage universel et mouvement social : « La manifestation de rue constitue l'affirmation physique d'une opinion : elle donne corps à une revendication, elle la transforme en idée-force » (p.88). Il y a là en fait une vieille discussion qui opposa en 1908 Jaurès et les syndicalistes révolutionnaires de la CGT, sur la question des rapports entre grève et suffrage universel. Au-delà de la question de la manifestation, c'est bien la question de la grève qui est posée, c'est-à-dire la prise en main par les exploités de leurs affaires, en suspendant la ronde sans fin de valorisation du capital. Cela revient à ouvrir une discussion approfondie sur la question des conseils et autres organes d'autogestion comme formes démocratiques. Sinon, cela conduit à un autre écueil, celui du parti guide, avec les débats sur les niveaux de conscience qui aboutissent à considérer que les militants – a fortiori révolutionnaires – bénéficient d'un niveau supérieur, parce qu'ils disposeraient de la « bonne théorie ». Les critiques des conseillistes à cet égard me semblent toucher juste². Salem quant à lui en arrive à revendiquer les vertus de l'abstention, ce qui laisse dubitatif. La question des conditions sociales d'exercice de la

démocratie constitue l'autre point aveugle. Si l'on ne peut rejeter l'idée de la mise en place d'une dose de proportionnelle dans les institutions et de l'abolition de la fonction présidentielle, il nous semble que la question principale devient celle de la baisse massive du temps de travail. Alors que les activités professionnelles deviennent plus stressantes, plus fatigantes, nous sommes de plus en plus abrutis par la fatigue, les longs trajets, les cadences. Ou alors, licenciés, rejetés hors du salariat, on nous reproche notre inutilité sociale. Pour toutes ces raisons, la perspective des 32 heures doit devenir un mot d'ordre de l'ensemble du salariat, avec ou sans emploi, car c'est une exigence

économique, sociale mais également politique³. Il me semble que les considérants qui étaient ceux de Pouget en 1905, lorsqu'il exposait la perspective de la conquête des huit heures, restent encore d'actualité⁴ ! Si cet ouvrage permet de lancer un pavé dans la mare de l'unanimité électoraliste, il ne parvient pas pour autant à fournir de pistes en termes de perspectives politique. Il nous interpelle cependant sur notre capacité, militantEs syndicales et politiques, à refonder une véritable démocratie qui signifiera la mise à bas des institutions actuelles. Car comme l'auteur l'écrit fort bien en conclusion, un tel système, il ne s'agit pas de l'humaniser, mais bien de l'abattre ! » □

1. Jacques Rancière, La Haine de la démocratie, La Fabrique, 2005.
 2. Voir par exemple Otto Rühle, La révolution n'est pas une affaire de parti, coll. Les cahiers, Entremonde, Genève, 2010, et la critique publiée dans Tout est à nous ! la revue n° 25, octobre 2011.
 3. Voir Pour le droit à l'emploi, Les cahiers de l'émancipation, Syllepse, 2011.
 4. Émile Pouget, L'action directe et autres écrits syndicalistes (1903-1910), coll. Mémoires sociales, Agone, 2010, p. 227 et suivantes.



PAR FRANCK GAUDICHAUD

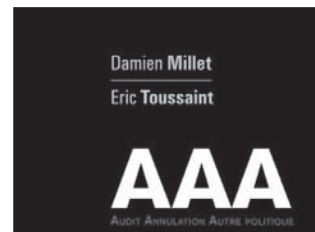
Triple AAA. Audit. Annulation. Autre politique

Au moment où toute l'Union européenne est au bord de l'implosion et alors qu'une crise d'ampleur historique a déjà commencé à ravager plusieurs pays, cette contribution est un véritable pavé dans la marre du consensus capitaliste néolibéral. Damien Millet et Éric Toussaint, tous deux membres du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), démontrent, de manière claire et didactique, qu'une autre politique européenne est possible. Ce livre est un véritable plaidoyer en faveur d'une sortie « par le haut », face à une crise essentiellement issue des frasques de la finance privée, des spéculateurs et de politiques fiscales régressives, menées par des gouvernements zélés soumis aux diktats du capital et à leur fameux « triple A ». Opposés au traitement de choc imposé par la « troïka »

(Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds monétaire international), les auteurs dénoncent « la complicité des dirigeants européens », ainsi que le FMI, qualifié « d'ennemi numéro public numéro 1 ». Surtout, ils proposent de construire une Europe sociale, démocratique et solidaire, en commençant par un audit public de la dette, estimant que cette dernière est largement illégitime : « *Alors que l'Europe s'est enfoncée dans une crise très grave, la question de l'illégitimité de la dette publique est centrale. Car cette illégitimité peut donner un argument essentiel pour avancer vers le non-remboursement, et ainsi se dégager de la domination des créanciers* ». Il est d'ailleurs rappelé que les suspensions et annulations de dettes publiques « *sont bien plus courantes qu'on ne le croit* » : l'Argentine, l'Équateur, l'Islande, mais aussi

la Russie et la Norvège en ont été capables récemment. La force du livre se situe précisément dans des propositions concrètes et juridiques en faveur de l'annulation de la dette, mesures adossées à un appel pressant à la mobilisation d'un puissant mouvement social européen et à la construction d'un ensemble de mesures transitoires radicales : « *juste redistribution* » des richesses, réforme de la fiscalité en profondeur, taxes des transactions financières, lutte contre les paradis fiscaux, contrôle strict des marchés et interdiction de la spéculation sur les aliments, les monnaies ou la dette publique, transfert vers les secteurs public – sous contrôle citoyen – des banques et des entreprises privatisées depuis 1980, réduction drastique du temps de travail... Sans aucun doute, un tel programme ne viendra pas d'en

haut : « *Seules des luttes sociales puissantes pourront permettre au AAA des peuples de voir le jour, afin d'opérer un changement radical de logique à la hauteur de l'enjeu* ». Une perspective qu'aucune élection présidentielle ne saurait modifier. □



Triple AAA. Audit. Annulation. Autre politique
Damien Millet, Éric Toussaint, Seuil, Paris, 2012, 178 p., 14,90 euros.

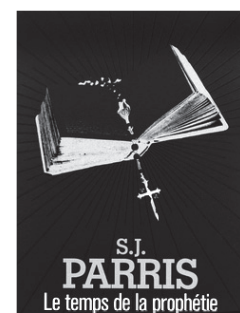
Le temps de la prophétie PAR HENRI CLÉMENT

Giordano Bruno est de retour. Le moine défroqué napolitain, après avoir provoqué l'ire des institutions religieuses, catholiques et protestantes, du continent, bénéficie de la protection du roi de France. Pour le mettre à l'abri, le roi l'a expédié auprès de son ambassadeur à Londres. C'est là que nous l'y retrouvons, après son séjour tumultueux à Oxford¹. Il espère pouvoir profiter de ce voyage pour mettre la main sur le livre perdu d'un grand prêtre égyptien, Hermès Trismégiste, qui devrait enfin lui dévoiler les secrets de l'univers. Mais à son corps défendant, il va de nouveau se retrouver plongé dans les multiples intrigues qui visent à renverser la reine

Elisabeth, et à rétablir Marie Stuart sur le trône. Le mot d'ordre de la majorité des puissances catholiques de l'époque est simple : il faut déposer « la bâtarde » ! Dans cette situation, ambitions personnelles et grand œuvre spirituel font bon ménage, tout en laissant quelques cadavres sur le bord de la route. Ce second volume, mieux maîtrisé, nous plonge dans l'ambiance apocalyptique des débuts du règne d'Elisabeth, une époque au cours de laquelle les équilibres européens sont en train de se modifier. Le complot qui sert de trame au récit annonce la fameuse « invincible armada » espagnole, et sa cuisante défaite. Dans ce chaos

diplomatique et religieux, entre France, Espagne, Écosse et Angleterre, quelques hommes s'efforcent de percer les mystères de la connaissance, mêlant rationalisme et ésotérisme. Au-delà de la trame policière, l'auteure parvient à rendre presque palpable la façon dont la connaissance parvient à progresser par des chemins surprenants, la science se mêlant parfois allègrement à la superstition. Par ces chemins de traverses, détours et impasses, la science moderne comme la raison se sont peu à peu émancipées des illusions et apparences. Alors, si la quête de Bruno vous a passionné, n'hésitez pas à lire *La Terre, des mythes au savoir*², de notre camarade Hubert Krivine. □

1. Lire Le prix de l'hérésie, S. J. Parris, coll. Grands détectives, 10/18, 573 pages, 9,10 euros et notre chronique dans Tout est à nous ! hebdo n° 105.
2. <http://www.npa2009.org/content/la-terre-des-mythes-au-savoir>



Le temps de la prophétie, S. J. Parris, traduit de l'anglais par Maxime Berrée, 10/18, 404 pages, 19,30 euros

Dans le dernier numéro, la présentation du texte de Victor Serge « Il y a vingt ans » a été indûment attribuée à Henri Clément. Elle a en fait été réalisée par Charles Jacquier, à qui nous présentons nos excuses et que nous remercions ici pour son travail.

Mon beau navire, ô ma mémoire

PAR HENRI CLÉMENT

Sous-titrée *Un siècle de poésie française Gallimard 1911 – 2011*, cette anthologie éditée est un hommage au catalogue de la maison à l'occasion de son centième anniversaire. Le principe même de l'anthologie a ses défenseurs comme ses détracteurs acharnés. Celle-ci, sous la plume d'Antoine Gallimard, assume sa dimension sélective, qui va au-delà de la célébration d'un beau catalogue et d'une simple opération commerciale. Elle nous donne l'occasion de découvrir d'autres voix, que nous n'avions pas encore lues, faute de temps ou de goût du risque, comme Heddi Khaddour ou Zeno Bianu. Ces « petits nouveaux » – pour nous – côtoient les grands noms : Aragon, Apollinaire, Desnos, Senghor... Et chez les

« grands » auteurs, on joue entre retrouvailles avec les classiques scolaires – *Le cimetière marin* de Valéry et ses points d'exclamation qui sont comme les mâts de ces bateaux échoués – et les pièces moins connues, surprenantes, parfois décalées. Les échos et les dédicaces tissent aussi entre les poèmes de nombreux liens, de Butor à Rimbaud par exemple ou de Thomas à Artaud. L'on se promène aisément de l'une à l'autre, dans le métro, lors d'une pause, les outils au repos, entre deux cours – il suffit de se lancer et de se laisser porter. Cela demande un peu d'efforts parfois au début, par manque d'habitude. Mais personne ne nous demande de rédiger une dissertation pour justifier notre goût, apprécions les mots, les sons, les images. Certains

poèmes nous restent obscurs. D'autres attrapent la réalité à pleines mains, comme ces quelques vers de Morhange, datant des années 1930 : « *Et maintenant que je chôme, / Que l'usine est froide et rouille, / Chaque jour est un dimanche, / Je hais chaque jour* ». La poésie s'occupe tout autant du quotidien, comme cette haine du chômeur à l'égard du nouvel ordre des jours, que des questions de l'origine de l'homme et de sa civilisation. Elle se fait interrogation et exploration de nos motivations, de ce qui peut nous pousser à agir, à dresser par exemple des pierres gigantesques et à les assembler en vastes monuments : « *Les siècles ont passé. Les descendants lointains des constructeurs démunis disposent d'un pouvoir quasi*

illimité. Ils peuvent lire dans ces pierres, rien que ces pierres mises à l'aplomb du sol et que leur science déconcertée désigne d'un terme grec, le premier témoignage d'une ambition obscure, la leur, aussi démesurée, aussi mal dégrossie et aussi solitaire qu'elles. Et ils admirent que des stèles difformes inaugurent l'histoire entière de leur espèce. » □



Mon beau navire, ô ma mémoire, collectif, anthologie, Poésie/Gallimard, 2011, 5 euros

Mezquite Road

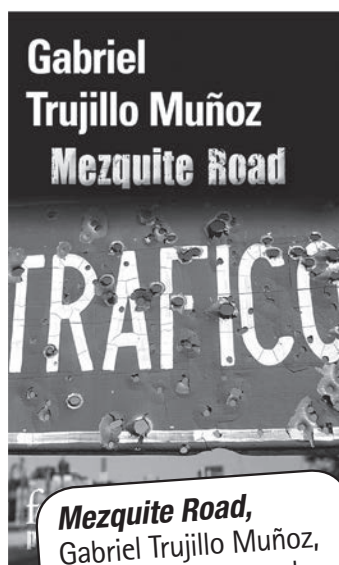
PAR HENRI CLÉMENT

Narcotraficants, tequila, outlaws et agents américains – parfois les deux ensemble, cactus, corruption et vastes déserts : voici les principaux éléments de l'image que nous nous faisons du Mexique. Une carte postale saupoudrée de cocaïne et sentant le sang et la poudre. Des ingrédients déjà présents dans les volumes précédents des enquêtes de l'avocat Morgado¹, défenseur des droits de l'homme dans un pays où la vie humaine ne vaut souvent pas grand-chose. Bien sûr, la drogue et son trafic lucratif sont toujours présents, tout comme les chevaliers blancs de la DEA américaine. Mais cette fois, Gabriel Trujillo Muñoz nous plonge dans le Mexique politique, d'hier et d'aujourd'hui,

en lien avec les bouleversements de l'Amérique latine. Morgado aurait été présent au Nicaragua, aux côtés des sandinistes, et son vieil ami d'enfance, Atanasio, a été membre de la Liga Anarquista Flores Magón. Autour de cette frontière maudite, parsemée de cadavres de migrants et de trafiquants, rodent les fantômes de la lutte armée² : « *Les temps ont changé. Si j'expliquais à mes élèves comment on prépare un cocktail Molotov, ils seraient les premiers à me faire envoyer à l'asile ou en prison. Les temps héroïques révolutionnaires sont révolus. Aujourd'hui, plus personne ne rêve, Morgado* » (p. 90). Les nouveaux entrepreneurs, comme les gangsters, ne connaissent plus qu'une seule règle : s'enrichir, le plus vite possible.

L'argent corrompt tout et dans cet imbricco de magouilles et de corruption, de jeux et de paris clandestins, on a vite fait de se faire descendre. Pourtant, tout le monde n'a pas déposé les armes et – il faut le souligner – les militants n'ont-ils pas tous abandonné la partie, sans pour autant s'être laissés corrompre. Au travers des quatre enquêtes de Morgado subsiste donc ce mince espoir, d'une extrême fragilité, d'une société plus juste et plus égalitaire, dont l'avènement n'ira pas sans convulsion ni sans violence. □

1. Voir Tout est à nous ! hebdo n° 121 et n° 134.
2. Sur cet aspect, on lira utilement *Le Mexique en armes : guérilla et contre-insurrection (1943-1981)*, Laura Castellanos, éditions Lux, Québec, avril 2010.



Mezquite Road, Gabriel Trujillo Muñoz, traduit de l'espagnol (Mexique) par Gabriel laculli, Folio Policier, Gallimard, 2012, 5,70 euros

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/>	50 euros	100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/>	38 euros	76 euros

Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/>	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/>	70 euros	140 euros

Abonnements par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB
 à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
<input type="text"/>	<input type="text"/>

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

.....

.....

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

LISEZ

TOUT EST À NOUS!
L'HEBDO



Dossier
De la social-démocratie au social-libéralisme
 Pages 6 et 7

